

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 785

21 mars 2015

SOMMAIRE

Bengal S.A.	37635	Financière HIME S.A.	37639
Bond Property Holdings S.à r.l.	37636	IDI Emerging Markets SA	37644
Caisse Raiffeisen Hoffelt-Binsfeld-Weiswampach	37634	Jesada S.A., SPF	37636
Caisse Raiffeisen Junglinster	37634	K4 Communications S.A.	37646
Caluxe S.A.	37636	Little Bridge S.A.	37680
Cedrum S.A.	37635	Nucifera	37637
Cephalon Luxembourg S.à r.l.	37635	OCM Luxembourg Edinburgh Apart-Hotel S.à r.l.	37638
Crossen S.à r.l.	37634	OCM Luxembourg EPF III Tie Holdings S.à r.l.	37638
Crossroads European Real Estate Fund SCSp	37643	OCM Luxembourg OPFS IX (Parallel 2) S.à r.l.	37637
Eleanore Luxembourg I S.à r.l.	37641	OCM Luxembourg ROF V S.à r.l.	37637
Ember VRM S.à r.l.	37642	Offisc S.A.	37639
Enosis S.A. - SPF	37642	OGS Holdings S.à r.l.	37638
Eren India	37640	Olympe 2 International S.A.	37637
Eren Industries S.A.	37640	Onex Partners Holdings Limited	37639
Estate & Automotive Services S.A.	37641	Pan-European Oil and Industrial Holdings S.A.	37638
Etna Don-Alf S.à r.l.	37641	Permian Global S.C.A, SICAV-SIF	37664
Euro Trade Services SA	37641	Pfandler International S.à r.l.	37636
Fagolux S.à r.l.	37642	Reasar S.A.	37679
Febbex S.A.	37640	Smart Engine International S.A.	37675
FGL Financing S.à r.l.	37640	Stroud Luxembourg Sàrl	37647
Financière de Cloedt et Compagnie S.C.A.	37634		

Caisse Raiffeisen Hoffelt-Binsfeld-Weiswampach, Société Coopérative.

Siège social: L-9780 Wincrange, 61, Maison.

R.C.S. Luxembourg B 94.441.

Les statuts coordonnés au 16 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Cette version remplace le dépôt L140123170 du 16/07/2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026502/10.

(150030254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Caisse Raiffeisen Junglinster, Société Coopérative.

Siège social: L-6130 Junglinster, 1, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 20.380.

Les statuts coordonnés au 20 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Cette version remplace le dépôt L140123800 du 16/07/2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026503/10.

(150030253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Financière de Cloedt et Compagnie S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 144.387.

EXTRAIT

Delen Private Bank Luxembourg S.A., ayant son siège social au 287, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, n° RCSL B-27146 a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la société en date du 12/02/2015, et ce suivant les dispositions de la Loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions ou parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015025891/13.

(150029500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Crossen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 81.000,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 155.016.

Decisions of the sole partner - February 5, 2015

The Sole Partner accepts the resignation of Mr Patrick SABIA of his mandate of as Class B Manager and decides to appoint in replacement Mr Pascal HOBLER, born on March 24, 1968, Director of companies, with professional address 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg as Class B Manager.

The mandate of Mr Pascal HOBLER as class B Manager is for an unlimited period.

*Décisions de l'actionnaire unique - 5 février 2015***Version française**

L'Actionnaire unique accepte la démission de M. Patrick SABIA de son mandat de Gérant -catégorie B et décide de nommer en remplacement M, Pascal HOBLER, né le 24 mars 1968, Administrateur de sociétés et ayant comme adresse professionnelle 50, avenue J,F, Kennedy, L-2951 Luxembourg, en tant que Gérant - catégorie B.

Le mandat de M. Pascal HOBLER en tant que Gérant de la catégorie B est donné pour une durée indéterminée.

Pour copie conforme

Delphine GUILLOU / Yvan JUCHEM

Référence de publication: 2015025815/21.

(150029418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Bengal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 105.110.

—
EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 12 février 2015 que

CF Corporate Services
2, avenue Charles de Gaulle
L-1653 Luxembourg
R.C.S. Luxembourg B 165872

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société BENGAL S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme
Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026468/17.

(150030860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Cephalon Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.702.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 86.498.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société datant du 29 janvier 2015

En date du 29 janvier 2015, l'Associé Unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- D'accepter la démission de Mr. Andriessen Theo en qualité de gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2014;
- De nommer Luxembourg Corporation Company S.A., société anonyme, dont l'adresse professionnelle est au 20, Rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous la référence B37974, en qualité de gérant de la Société avec effet au 23 décembre 2014.

Luxembourg, le 16 février 2015.
Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015026490/18.

(150030879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Cedrum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 85.991.

—
Extrait du procès-verbal de la Réunion du conseil d'administration du 10 février 2015

Il résulte du procès-verbal de la Réunion du conseil d'administration tenue le 10 février 2015:

Nomination du dépositaire des actions au porteur de la Société et du/des registre/s y relatifs (loi du 28 juillet 2014):

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du/des registre/s y relatifs, et concernant la nomination d'un dépositaire desdites actions et/ou parts au porteur en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, a été nommé en tant que dépositaire des titres représentatifs au porteur des actions de la Société:

- YOUR TACS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, Place du Théâtre L-2613 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B105788, expert-comptable, Autorisation d'établissement n° 110097/B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour la Société

Référence de publication: 2015026519/19.

(150030320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Jesada S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 46.218.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026730/10.

(150030611) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Pfautler International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 191.423.

Les statuts coordonnés au 23 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015026885/11.

(150030701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Bond Property Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 25.020,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 177.701.

Lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue en date du 30 janvier 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Hugo Neuman, avec adresse professionnelle au 16, rue J.B. Fresez, L-1724 Luxembourg, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 janvier 2015 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Szymon Dec, avec adresse professionnelle au 26A, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au mandat de gérant de classe A, avec effet au 31 janvier 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026464/16.

(150030901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Caluxe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 185.941.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 11 février 2015 que

RAMLUX S.A.

9b, bd Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 53438

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société CALUXE S.A. pour une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 11 février 2015.

Référence de publication: 2015026510/17.

(150031017) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

OCM Luxembourg ROF V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 164.509.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 13 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec et M. Callum Thorneycroft avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg ROF V Sàrl

Référence de publication: 2015026870/12.

(150030983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

OCM Luxembourg OPPS IX (Parallel 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 175.641.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 13 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren, M. Christopher Boehringer et M. Franck Laval avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg OPPS IX (Parallel 2) Sàrl

Référence de publication: 2015026868/13.

(150030980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Nucifera, Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 83.970.

Extrait du procès-verbal par voie circulaire des résolutions du conseil d'administration

Résolutions:

1. Selon la loi du 16 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, le conseil d'administration nomme la société Lut Laget Tax Audit & Accountancy SARL, ayant son siège social au 6, rue Jean-Pierre Brasseur, L-1258 Luxembourg, enregistrée à Luxembourg sous le numéro B-53981 et représentée par Madame Lugard Laget, comme dépositaire.

Un mandataire

Référence de publication: 2015026856/14.

(150030946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Olympe 2 International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 136.996.

EXTRAIT

En date du 16 février 2015, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- Les démissions de Giovanni La Forgia et Wim Rits en tant qu'administrateurs sont acceptées avec effet au 1^{er} janvier 2015;

- Mario Curcio, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur avec effet au 1^{er} janvier 2015 et ce jusqu'à l'assemblée générale de 2021;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026858/15.

(150030919) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

OCM Luxembourg Edinburgh Apart-Hotel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 183.830.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société prises le 13 février 2015

L'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société a décidé:

- D'accepter la démission de M. Szymon Dec, Mme. Figen Eren et M. Martin Graham avec effet du 31 janvier 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OCM Luxembourg Edinburgh Apart-Hotel Sarl

Référence de publication: 2015026864/12.

(150030897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

OCM Luxembourg EPF III Tie Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 168.023.

—
Extrait de contrat de cession de parts sociales

En vertu d'un contrat de cession de parts sociales daté du 21 octobre 2014, les 38 parts sociales MIP C d'une valeur nominale de 1,-EUR de la Société ont été transférées de Christopher David Reed à DWF LLP, enregistrée au England Registrar of Companies sous les n° OC328794, et dont le siège social est au 1 Scott Place - 2 Hardman street, Manchester,, M3 3AA, Royaume-Uni

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026865/13.

(150030470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

PanEuropean Oil and Industrial Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 6, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 33.149.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 19 décembre 2014

L'Assemblée renouvelle le mandat de commissaire aux comptes de la société CLERC SA, ayant son siège au 1, rue Pletzer, L-8080 Bertrange, immatriculée au RC Luxembourg sous le numéro B 92 376.

Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015 pour approuver les comptes au 31.12.2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015026900/14.

(150030302) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

OGS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 184.447.

—
Par résolutions prises en date du 31 janvier 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination d'Ibrahim Jabri, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet au 31 décembre 2014 et pour une durée indéterminée;

2. Acceptation de la démission de Michael Robert Kidd, avec adresse professionnelle au 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg de son mandat de gérant de classe B, avec effet au 31 décembre 2014;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026875/15.

(150030904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Onex Partners Holdings Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 250.000,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippman.

R.C.S. Luxembourg B 187.320.

—
EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par les associés de la Société en date du 13 janvier 2015 que:

- Monsieur Donald West a démissionné de ses fonctions en tant que Gérant de type A de la Société avec effet au 31 décembre 2014.

- Monsieur John Taylor McCoy, né le 9 novembre 1978 à Columbus, Ohio, USA et résidant professionnellement au 2100 Crescent Avenue, Suite 200, Charlotte, 28207 Caroline du Nord, USA a été nommé Gérant de type A avec effet au 1^{er} janvier 2015 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015026859/17.

(150030925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Offisc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9560 Wiltz, 58, rue du X septembre.

R.C.S. Luxembourg B 188.507.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 16 février 2015.

Il résulte du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 16 février 2015 que

Résolution unique

Le conseil d'administration décide de nommer la banque «BANQUE INTERNATIONALE A Luxembourg (BIL)» se situant à, 69, route d'Esch, L - 2953 Luxembourg comme dépositaire conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification 1) de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et 2) de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière, entrée en vigueur le 18 août 2014.

Wiltz, le 16 février 2015.

Pour extrait conforme

Fiduciaire ARBO S.A.

Référence de publication: 2015026874/18.

(150030836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Financière HIME S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 180.846.

—
Extract of the board of directors held at the registered office of the company at 12:00 P.M. on 4 October 2013

The Board of Directors resolved to appoint Mr. Jean Peyrelevade as Chairman of the Board of Directors and Mr. Yvan Juchem, 50 Avenue J-F Kennedy, L-2951 Luxembourg as Daily Manager of the Company.

Version française

Extrait du conseil d'administration tenue au siège social de la société à 12.00 le 4 octobre 2013

Le Conseil d'Administration décide de nommer Mr Jean Peyrelevade au poste de Président du Conseil d'Administration et Mr Yvan Juchem 50 Avenue J-F Kennedy, L-2951 Luxembourg, est nommé au poste d'Administrateur délégué à la gestion journalière.

Pour copie certifiée conforme

FIDUPAR

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015026612/19.

(150029720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Eren India, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 182.597.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026594/10.

(150030814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Eren Industries S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25b, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 188.556.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026595/10.

(150030815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Febbex S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 1, place François-Joseph Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 74.832.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au siège social le 28 octobre 2014 que:

- les titres au porteur de la société sont déposés auprès de Roosevelt Services S.A., domiciliée 15, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg.

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour la société FEBBEX S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2015026620/14.

(150030728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

FGL Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 20.012.500,00.**

Siège social: L-3452 Dudelange, Zone Industrielle Wolser.

R.C.S. Luxembourg B 165.655.

EXTRAIT

Par décision de l'associé unique de la Société en date du 16 janvier 2015, il a été décidé (i) de révoquer Monsieur Lajos Sapi en tant que gérant de la Société, au 16 janvier 2015 et (ii) d'approuver les nominations de Monsieur Vincent Pringiers, né le 31 décembre 1964 à Wilrijk, en Belgique, demeurant professionnellement Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg et de Monsieur Dimitri Storme, né le 9 janvier 1974 à Ostende, en Belgique, demeurant professionnellement Zone Industrielle Wolser, L-3452 Dudelange, Grand-Duché de Luxembourg en tant que gérants de la Société, au 16 janvier 2015 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Pour la Société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015026621/20.

(150030999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

EAS, Estate & Automotive Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 4, Am Hock.

R.C.S. Luxembourg B 123.061.

Les statuts coordonnés au 28 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026597/9.

(150030899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Eleanore Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 177.581.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 1^{er} décembre 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 5 janvier 2015.

Référence de publication: 2015026576/11.

(150030475) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Euro Trade Services SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 86.249.

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue le 3 février 2015

1. Le conseil d'administration décide de nommer comme dépositaire des titres au porteur la société Jawer Luxembourg immatriculé au Registre de Commerce sous le numéro B118 437 et ayant son siège au 241, route de Longwy L-1941 Luxembourg, conformément à l'article 2 de la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015026602/13.

(150030813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Etna Don-Alf S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6970 Hostert, 116, rue Andethana.

R.C.S. Luxembourg B 59.807.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire - Clôture de liquidation du 16 février 2015

L'an deux mille quinze, le seize février à 11.30 heures.

Les associés de la société à responsabilité limitée «Etna Don-Alf, S.à r.l.» ayant son siège social à L-6970 Hostert (Niederanven), 116, rue Andethana, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 59.807, ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Troisième résolution

L'assemblée décide de prononcer la clôture de la liquidation et constate que la société «Etna Don-Alf, S.à r.l.» a cessé définitivement d'exister.

Quatrième résolution

L'assemblée décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une période de cinq ans à partir de la clôture de la liquidation à L-1642 Senningerberg, 22, rue du Grünewald.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Michel ARAMA / Francesco Carmelo INFERRERA.

Référence de publication: 2015026599/21.

(150030764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Enosis S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 78.226.

EXTRAIT

Il ressort du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 16 février 2015 que

RAMLUX S.A.

9b, bd Prince Henri

L-1724 Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 53438

a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la Société ENOSIS S.A.-SPF une durée indéterminée, en application de l'article 42 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 16 février 2015.

Référence de publication: 2015026593/17.

(150031001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Fagolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8038 Strassen, 4, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 161.120.

Extrait du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés tenue au siège social 4 rue de la Poste, L-8038 Strassen, le 31 décembre 2014 à 11 heures

Délibérations

1. L'Assemblée prend acte et accepte, à l'unanimité, la cession de 15 (quinze) parts sociales, entre

Le Cédant: Monsieur Michel Antoine, demeurant à 4 rue de la Poste, L-8038 Strassen

Et le Cessionnaire: Madame Françoise Antoine-Goosse, demeurant à 4 rue de la Poste, L-8038 Strassen

Il est rappelé que le Gérant de la société est: Madame Françoise Antoine-Goosse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Françoise ANTOINE-GOOSSE

Gérante

Référence de publication: 2015026608/18.

(150030882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Ember VRM S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 176.837.

Extrait de l'assemblée générale de l'actionnaire unique du 15 janvier 2015

Il est porté à la connaissance des tiers que Mme Hanna DUER, née le 7 mai 1966 au Danemark, avec adresse professionnelle au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg a été nommée en tant que gérant de catégorie B et ce avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2015.

Ainsi le nouveau conseil de gérance de la Société est le suivant:

- Mr. Eystein ERIKSRUD, gérant de catégorie A;
- Mr. Zachary William JARVIS, gérant de catégorie A;
- Mme Hanna DUER, gérant de catégorie B; et
- Mr. Matthijs BOGERS, gérant de catégorie B;

Luxembourg, le 16 février 2015.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2015026583/19.

(150030960) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Crossroads European Real Estate Fund SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 194.537.

— STATUTS

Extrait

I/ La Société, Crossroads European Real Estate Fund SCSp, une société en commandite spéciale, a été constituée par acte sous seing privé signé en date du 12 février 2015 pour une durée illimitée, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

III/ Il résulte du contrat social que l'objet social de la Société s'inscrit comme suit:

L'objectif de la Société est d'acquérir et de développer, directement ou indirectement et au nom de ses associés commanditaires, ou d'assurer le financement de biens immobiliers à travers l'Europe et d'autres pays à définir, conformément à la stratégie d'investissement telle que définie dans le contrat social.

La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la vente d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment mais non exclusivement, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous toute forme que ce soit y compris par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Tous les pouvoirs susmentionnés peuvent être exercés que dans les limites de la stratégie d'investissement.

III/ Il résulte du contrat social que la société suivante a été nommée en tant qu'associé commandité assurant les pouvoirs de gérance de la Société pour une durée illimitée:

- Crossroads Real Estate Partnership SCSp, une société en commandite spéciale, établie et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège sociale au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 194525.

Son pouvoir est inscrit comme suit:

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par la signature de son associé commandité représenté par ses signataires dûment autorisés.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, 16 février 2015.

Pour extrait conforme

ATOZ SA

Aerogolf Center - Bloc B

1, Heienhaff

L-1736 Senningerberg

Signature

Référence de publication: 2015026499/53.

(150030737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

IDI Emerging Markets SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 139.111.

L'an deux mille quatorze, le onze décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de IDI Emerging Markets S.A. (la "Société"), une société anonyme - société de titrisation ayant son siège social au 11, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B 139.111, constituée le 28 mai 2008 suivant acte reçu de Maître Camille Mines, notaire de résidence à Capellen, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1564 du 25 juin 2008. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 8 novembre 2013 suivant acte reçu du notaire instrumentant, publié au Mémorial numéro 51 du 7 janvier 2014. La Société comporte deux compartiments: le compartiment I (EM1) et le compartiment II (EM2).

L'assemblée a nommé comme président et scrutateur Peter Bieliczky, membre du directoire, demeurant à Luxembourg.

Le président a nommé comme secrétaire Solange Wolter-Schieres, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant donc été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter que:

I. Toutes les actions étant nominatives, la présente assemblée générale extraordinaire a été convoquée par des avis envoyés à tous les actionnaires par lettre recommandée en date du 2 décembre 2014.

II. Les actionnaires représentés ainsi que le nombre et la catégorie d'actions qu'ils détiennent figurent sur une liste de présence signée par le(s) mandataire(s), le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte afin d'être soumises aux formalités de l'enregistrement.

III. Il appert de la liste de présence que 69.378.194 Actions sur un total de 70.108.964 Actions sont représentées à la présente assemblée, selon le détail suivant, permettant ainsi à la présente assemblée d'être régulièrement constituée, de réunir le quorum requis et de pouvoir statuer valablement sur les points portés à l'ordre du jour:

Catégorie	Actions représentées	Actions	Quorum
A1	122.500	122.500	100,00%
B1	49.090.909	49.090.909	100,00%
Total IDI EM1	49.213.409	49.213.409	100,00%
A2	56.153	56.153	100,00%
B2	20.10.632	20.839.402	96,49%
Total IDI EM2	20.164.785	20.895.555	96,50%
Total IDI EM SA	69.378.194	70.108.964	98,96

Ordre du jour

1. Réduction du capital social

Réduction du capital social émis actuel du compartiment IDI EM I de la Société d'un montant de quatre millions sept cent soixante-treize mille sept cent euros et soixante-sept cents (EUR 4.773.700,67) afin de le porter de son montant actuel de soixante-neuf millions trois cent quatre-vingt-dix mille neuf cent six euros et soixante-neuf cents (EUR 69.390.906,69) à un montant de soixante-quatre millions six cent dix-sept mille deux cent six euros et deux cents (EUR 64.617.206,02), par la réduction de la valeur nominale des actions A1 et B1 du compartiment IDI EM I, selon le détail suivant:

Catégorie	Compartiment	Nombre d'actions	Valeur nominale	Nouvelle valeur nominale	Montant de la réduction de capital
A1	EM1	122.500	1,41	1,313	11.882,50
B1	EM1	49.090.909	1,41	1,313	4.761.818,17
Total EM1		49.213.409	69.390.906,69	64.617.206,02	4.773.700,67

Par conséquent le capital social émis de la Société est réduit de son montant actuel de cent trois millions quatre cent cinquante mille six cent soixante et un euros et trente-quatre cents (EUR 103,450,661.34) à un montant de nonante huit millions six cent soixante-seize mille neuf cent soixante euros et soixante-sept cents (EUR 98,676,960.67).

2. Allocation du montant de la réduction de capital

Allocation du montant de la réduction revenant aux actionnaires B1 par remboursement en numéraire à hauteur d'un montant de quatre millions sept cent soixante et un mille huit cent dix-huit euros et dix-sept cents (EUR 4.761.818,17)

dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Allocation du montant de la réduction revenant aux actionnaires A1 par remboursement en numéraire à hauteur d'un montant de onze mille huit cent quatre-vingt-deux euros et cinquante cents (EUR 11.882,50) dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication du présent acte au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

3. Modification de l'article 5

Modification en conséquence de l'article 5 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social souscrit peut être représenté par des actions ordinaires sous forme nominative de catégorie A1, A2, B1 et B2 d'une valeur nominale selon le détail suivant:

Catégorie	Compartiment	Valeur nominale
A1	EM1	1.313
B1	EM1	1.313
A2	EM2	1.63
B2	EM2	1.63

Les catégories d'actions A et B sont sous-divisées en différentes sous-catégories, le numéro de chaque sous-catégorie indiquant à quel Compartiment se rapporte la sous-catégorie d'actions. Les actions ordinaires de catégorie A1, A2, B1, B2 sont collectivement désignées comme les Actions.

Le capital social souscrit est fixé à quatre-vingt-dix-huit millions six cent soixante-seize mille neuf cent soixante euros et soixante-sept centimes (EUR 98.676.960,67) représenté par soixante-dix millions cent huit mille neuf cent soixante-quatre Actions (70.108.964), selon le détail suivant:

Catégorie	Compartiment	Nombre d'actions	Valeur nominale	Montant souscrit
A1	EM1	122.500	1,313	160.842,50
B1	EM1	49.090.909	1,313	64.456.363,52
A2	EM2	56.153	1,63	91.529,39
B2	EM2	<u>20.839.402</u>	1,63	<u>33.968.225,26</u>
Total		70.108.964		98.676.960,67

Les Actions Ordinaires de Catégorie B peuvent être seulement partiellement libérées d'un montant d'au moins un quart de leur valeur nominale conformément au droit applicable. En toutes hypothèses, les Actions Ordinaires de Catégorie B1 devront être entièrement libérées au 30 juin 2018 et les Actions Ordinaires de Catégories B2 doivent être entièrement libérées au 21 juillet 2020. En cas d'émission d'Actions Ordinaires de Catégorie B d'une sous-catégorie additionnelle, le Directoire déterminera la date à laquelle elles devront être libérées.

5.2 En cas d'augmentation de capital, les actionnaires détenant des actions bénéficient au pro rata d'un droit préférentiel de souscription relatif aux émissions d'actions de la même catégorie et sous-catégorie seulement, à moins que les actionnaires en question ne renoncent à leurs droits préférentiels de souscription.

5.3 Le Directoire a le pouvoir d'augmenter le capital social actuel d'un montant de cinq cent soixante-dix-sept millions deux cent onze mille cent soixante-cinq euros et soixante-dix cents (EUR 577.211.165,70) représenté par deux millions neuf cent quatre-vingt-huit mille sept cent dix-neuf (2.988.719) Actions Ordinaires de Catégories A et deux cent quatre-vingt-treize millions dix-sept mille et sept (293.017.007) Actions Ordinaires de Catégorie B chacune de la sous-catégorie et d'une valeur nominale que le Directoire déterminera, en une ou plusieurs fois, au cours d'une période débutant au 22 juillet 2010 et expirant le 21 juillet 2015 par apports en numéraire.

Les Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B qui peuvent être émises en vertu du capital autorisé ne peuvent être souscrites et libérées que par apports en numéraire. Le Directoire est autorisé à déterminer les conditions se rattachant à toute souscription d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B. Par conséquent, le Directoire a le pouvoir de:

(a) réaliser une augmentation de capital en émettant, en une ou plusieurs fois, de nouvelles Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B, dont il détermine la sous-catégorie et la valeur nominale, à souscrire et libérer par apports en numéraire;

(b) déterminer le lieu et la date d'émission ou des émissions successives des Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B, la valeur nominale, le prix d'émission, avec ou sans prime, la date à partir de laquelle les actions donneront droit à des dividendes et les autres conditions et modalités de la souscription et du paiement des Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B, y compris le montant à payer pour chacune des Actions Ordinaires de Catégorie B, c'est-à-dire si les Actions Ordinaires de Catégorie B sont entièrement libérées ou non (pour écarter tout doute, les Actions Ordinaires de Catégorie B pourront être libérées à hauteur d'un quart de leur valeur nominale conformément au droit applicable);

(c) supprimer ou limiter, dans la mesure requise par la loi, le droit préférentiel de souscription des détenteurs d'autres actions lors de l'émission d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B; et

(d) supprimer ou limiter, le droit préférentiel de souscription des détenteurs d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B lors de futures émissions d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B.

Chaque fois que le Directoire agira pour rendre effective l'augmentation de capital, dans le cadre du capital autorisé, le présent article 5 sera modifié de façon à refléter le résultat d'une telle action, en particulier l'augmentation du capital souscrit et la réduction correspondante du nombre d'Actions Ordinaires de Catégorie A et/ou B pouvant être émises au titre du capital autorisé. Le Directoire devra prendre, ou bien donner mandat à toute personne de prendre, toutes les actions nécessaires à la réalisation et la publication d'une telle modification, y inclus la constatation de l'augmentation de capital et les modifications des Statuts qui s'en suivent devant un notaire.»

Après avoir approuvé ce qui précède, l'assemblée générale a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée a décidé à l'unanimité de réduire le capital social émis actuel de la société tel qu'énoncé dans l'ordre du jour.

Deuxième résolution

L'assemblée a décidé à l'unanimité d'allouer aux actionnaires le montant de la réduction de capital tel qu'énoncé dans l'ordre du jour.

Troisième résolution

Suite aux résolutions ci-dessus, l'assemblée a décidé à l'unanimité de modifier l'article 5 des statuts de la Société tel qu'énoncé dans l'ordre du jour.

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, sont estimés à EUR 2.400.-

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'assemblée a été clôturée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en-tête des présentes.

Après lecture du présent acte, les parties comparantes et le notaire ont signé le présent acte.

Signé: P. BIELICZKY, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19 décembre 2014. Relation: LAC/2014/61569. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026704/146.

(150030968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

K4 Communications S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 117.173.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société tenue en date du 10 février 2015 que:

- La démission de Monsieur Patrick MOINET, administrateur et président du conseil d'administration de la Société, a été acceptée avec effet immédiat;

- Madame Katia CAMBON, née à Le Raincy, France, le 24 mai 1972, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur L-2310 Luxembourg a été nommée administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes clos au 31 décembre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026030/17.

(150030136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 février 2015.

Stroud Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 29.000,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 150.666.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth of December,
before us, Maître Jean-Paul Meyers, notary residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg,
was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Stroud Luxembourg SARL, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twenty thousand US dollars (USD 20,000.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (R.C.S. Luxembourg) under number B 150666 (the Company). The Company has been incorporated on December 30, 2009 pursuant to a deed of Maître Hellinckx, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on February 17, 2010 under number 347. The articles of association of the Company have been amended on May 18, 2010 pursuant to a deed of Maître Hellinckx, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on July 25, 2010 under number 1531. The articles of association of the Company (the "Articles") have not been amended since then.

THERE APPEARED

Stroud International Ltd, an private limited company, governed by the laws of Bermuda, having its registered office at 2, Victoria Street, Hamilton BER - HM 12, Bermuda, registered with the Company's House of Bermuda under number 43804 (the Sole Shareholder),

here represented by Géraldine Schmit, notary's clerk, with professional address in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed *in variatur* by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as described above, has requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;
- II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Decision to designate the existing twenty thousand (20,000) issued and outstanding shares of the Company having a par value of one US dollar (USD 1.-) per share as ordinary shares (the Ordinary Shares); creation of alphabet shares, namely the class A shares (the Class A Shares), class B shares (the Class B Shares), class C shares (the Class C Shares), class D shares (the Class D Shares), class E shares (the Class E Shares), class F shares (the Class F Shares), class G shares (the Class G Shares), class H shares (the Class H Shares) and class I shares (the Class I Shares); and increase of the share capital of the Company by an amount of nine thousand US dollars (USD 9,000.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twenty thousand US dollars (USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares having a par value of one US dollar (USD 1.-) per share to twenty-nine thousand US dollars (USD 29,000.-), by way of the issue of one thousand (1,000) new Class A Shares, one thousand (1,000) new Class B Shares, one thousand (1,000) new Class C Shares, one thousand (1,000) new Class D Shares, one thousand (1,000) new Class E Shares, one thousand (1,000) new Class F Shares, one thousand (1,000) new Class G Shares, one thousand (1,000) new Class H Shares and one thousand (1,000) new Class I Shares, all such shares having a par value of one US dollar (USD 1.-) per share, with such shares having the rights and obligations set forth in the restated articles of association of the Company as adopted under items 3 below.

2. Subscription to and payment of the increase of the share capital as described in item 1. above by a payment in cash.

3. Restatement of the Articles in order to reflect the changes adopted under item 1. above and creation of a definition section.

4. Amendment to the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company (each an Authorized Representative), each individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the above changes in the share register of the Company.

5. Miscellaneous.

- III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First Resolution

The Meeting resolves to (i) designate the existing twenty thousand (20,000) issued and outstanding shares of the Company having a par value of one US dollar (USD 1.-) per share as Ordinary Shares, (ii) create alphabet shares, namely the Class A Shares, Class B Shares, Class C Shares, Class D Shares, Class E Shares, Class F Shares, Class G Shares, Class H Shares and Class I Shares and (iii) increase the share capital of the Company by an amount of nine thousand US dollars (USD 9,000.-) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of twenty thousand US dollars

(USD 20,000.-), represented by twenty thousand (20,000) shares having a par value of one US Dollars (USD 1.-) per share to twenty-nine thousand US dollars (USD 29,000.-), by way of the issue of one thousand (1,000) new Class A Shares, one thousand (1,000) new Class B Shares, one thousand (1,000) new Class C Shares, one thousand (1,000) new Class D Shares, one thousand (1,000) new Class E Shares, one thousand (1,000) new Class F Shares, one thousand (1,000) new Class G Shares, one thousand (1,000) new Class H Shares and one thousand (1,000) new Class I Shares, all such shares having a par value of one US dollar (USD 1.-) per share, with such shares having the rights and obligations set forth in the restated Articles as adopted under the Third Resolution below, (together, the New Shares);

Second Resolution
Intervention - Subscription - Payment

The Sole Shareholder hereby represented by Géraldine Schmit, professionally residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, intervenes at the present Meeting and expressly declares to:

(i) subscribe to the New Shares, each having a nominal value of one US dollar (USD 1.-) for an aggregate subscription price equal to two hundred thousand US dollars (USD 200,000.-) including share premium; and

(ii) pay up in full the New Shares by way of a contribution in cash in an aggregate amount of two hundred thousand US dollars (USD 200,000.-).

The amount of two hundred thousand US dollars (USD 200,000.-) of readily available cash paid by the Sole Shareholder (the Cash Contribution) is acknowledged. Evidence of the payment of the Cash Contribution has been given to the undersigned notary by means of a blocking certificate confirming the availability of the amount of the Cash Contribution on the Company's bank account and the notary expressly acknowledges the availability of the funds so paid.

The Sole Shareholder resolves that the amount paid for the New Shares shall be allocated as follows:

(i) an amount of nine thousand US dollars (USD 9,000.-) to the nominal share capital account of the Company;

(ii) an amount of two thousand nine hundred US dollars (USD 2,900.-) to the legal reserve account of the Company; and

(ii) the surplus in an amount of one hundred and eighty-eight thousand one hundred US dollars (USD 188,100.-) to the share premium reserve account of the Company.

Third resolution

The Meeting resolves to restate the articles of association of the Company in their entirety to reflect the, the creation of alphabet shares, the increase of the share capital of the Company, and the amendment of any relevant provisions of the Company's articles of association in that respect and shall read henceforth as follows:

Section I. Definitions

Alphabet Share means any issued alphabet share from time to time in the capital of the Company; and Alphabet Shares means all of them;

Articles means the articles of association of the Company, as amended from time to time;

Available Amount means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent arising from the proceeds of sale or liquidation of the Equity Investments, increased by (i) any freely distributable reserves (including for the avoidance of doubt the share premium and capital contribution account) and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Alphabet Shares to be redeemed/cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses), and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) to the extent that such amount can be paid by the Company for the repurchase and cancellation of the Alphabet Shares and provided that the Available Amount shall not include any Income of the Company;

Board means the board of managers of the Company;

Cancellation Value Per Alphabet Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount to be applied to the Class of Alphabet Shares to be repurchased and cancelled by the number of Shares in issue in such Class of Alphabet Shares;

Chairman has the meaning given to it in article 12.2 of the Articles;

Class A Managers has the meaning given to it in article 12.1 of the Articles;

Class B Managers has the meaning given to it in article 12.1 of the Articles;

Class of Alphabet Shares means an entire Class of Alphabet Shares of the Company;

Companies Act means the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended;

Company means "Stroud Luxembourg SARL";

General Meeting means a general meeting of the shareholders of the Company; and

General Meetings means any of them;

Interim Accounts means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date;
 Interim Account Date means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of a Class of Alphabet Shares;
 Manager means a member of the Board; and Managers means all of them;
 Secretary has the meaning given to it in article 14 of the Articles;
 Shareholder means any person holding Shares or to whom Shares are transferred or issued from time to time (excluding the Company) in accordance with the terms of the Articles; and Shareholders means all of them;
 Share means any issued share from time to time in the capital of the Company; and
 Shares means all of them;
 Sole Manager means, in the case there is only one Manager, the sole Manager of the Company;
 Sole Shareholder means, in the case there is only one Shareholder, the sole Shareholder of the Company; and
 Total Cancellation Amount means the amount determined by the Board approved by the General Meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount shall be the entire Available Amount at the time of the cancellation of the relevant Class of Alphabet Shares unless otherwise resolved by the General Meeting in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Section II. Articles of association

Art. 1. Form, name and number of Shareholders.

1.1 Form and name

There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Stroud Luxembourg SARL".

1.2 Number of Shareholders

The Company may have a Sole Shareholder or several Shareholders.

Where the Company has only a Sole Shareholder, any reference to the Shareholders in the Articles shall be a reference to the Sole Shareholder.

Art. 2. Corporate object. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

The Company may offer management consulting services or other services to other companies.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings, to its subsidiaries, affiliated companies and any other companies. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and, generally, for its own benefit and that of any other company or person. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property which, directly or indirectly, favour or relate to its corporate object

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg City. It may be transferred within such municipality by a resolution of the Board or, as the case may be, of the Sole Manager. The registered office may also be transferred within such municipality by a resolution of the General Meeting or, as the case may be, of the Sole Shareholder.

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, shall further have the right to set up branches, offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 5. Share capital.

5.1 Outstanding share capital

The Company's subscribed share capital is fixed at twenty-nine thousand US dollars (USD 29,000.-), divided into twenty-nine thousand (29,000) Shares with a nominal value of one US dollar (USD 1.-) each, which are divided into:

- twenty thousand (20,000) ordinary shares (the Ordinary Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class A shares (the Class A Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class B shares (the Class B Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,00) class C shares (the Class C Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class D shares (the Class D Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class E shares (the Class E Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class F shares (the Class F Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class G shares (the Class G Shares), all subscribed and fully paid up;
- one thousand (1,000) class H shares (the Class H Shares), all subscribed and fully paid up; and
- one thousand(1,00) class I shares (the Class I Shares), all subscribed and fully paid up.

The rights and obligations attached to the Shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles or by the Companies Act.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any Shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

5.2 Contribution to a “capital surplus” account

The Board is authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the Board, within the limit prescribed by Luxembourg law. A capital contribution without the issuance of new shares shall be booked in a “capital surplus” account in accordance with Luxembourg law.

In addition, the General Meeting is also authorised to approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the “capital surplus” account referred to in the above paragraph.

Art. 6. Amendments to the Share capital. The Share capital may be changed at any time by a decision of the Sole Shareholder or by decision of the General Meeting, in accordance with article 16 of these Articles.

Art. 7. Profit sharing. The profits which the Company may decide to distribute shall be applied as described in article 19 in any year in which the General Meeting or, as the case may be, the Sole Shareholder resolves to make any distribution of dividends.

The Alphabet Shares shall not be entitled to any distribution, whether by dividend or otherwise, including on the liquidation of the Company, which would derive from any Income received by the Company, which shall be allocated to the Ordinary Shares in accordance and pursuant to the Articles.

Art. 8. Indivisible Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, and only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. Transfer of Shares. In case of a Sole Shareholder, the Shares held by the Sole Shareholder are freely transferable.

In case of plurality of Shareholders, the transfer of Shares inter vivos to third parties must be authorised by the General Meeting who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorisation is required for a transfer of Shares among the Shareholders.

The transfer of Shares mortis causa to third parties must be accepted by the Shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving Shareholders.

The requirements of articles 189 and 190 of the Companies Act will apply.

Art. 10. Redemption of shares. The share capital of the Company may be reduced through the repurchase and cancellation of one or more entire Class of Alphabet Shares, provided however that the Company may not at any time purchase and cancel the Ordinary Shares. In the case of repurchases and cancellations of Classes of Alphabet Shares such cancellations and repurchases of Alphabet Shares shall be made in the following order:

- (i) Class I Shares;
- (ii) Class H Shares;
- (iii) Class G Shares;
- (iv) Class F Shares;
- (v) Class E Shares;
- (vi) Class D Shares;
- (vii) Class C Shares;
- (viii) Class B Shares; and
- (ix) Class A Shares.

In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of any Class of Alphabet Shares (in the order provided for above), each such Class of Alphabet Shares entitles the holders thereof (pro rata to their holding in such Class of Alphabet Shares) to such portion of the Total Cancellation Amount as is determined by the Board and approved by the General Meeting, and the holders of Alphabet Shares of the repurchased and cancelled Class of Alphabet Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Alphabet Share for each Alphabet Share of the relevant Class of Alphabet Shares held by them and cancelled.

The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Companies Act.

The Company shall have power to acquire Shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves and funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of Shares held by it in its own Share capital shall take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the Sole Shareholder or the General Meeting. The quorum and majority requirements applicable for amendments to the articles of association shall apply in accordance with article 16 of these Articles.

It is expected that the Company will redeem a Class of Alphabet Shares each year. In the event that no Class of Alphabet Share is redeemed in a year, the Class of Alphabet Share next in line for redemption shall be reclassified as the next Class of Alphabet Share after that (so that if the Class I Shares are not redeemed on or before 31 December 2014 they shall be reclassified as Class H Shares and so on up until to the Class A Shares where there be no further classification).

Art. 11. Death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the Shareholders. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the Sole Shareholder or of one of the Shareholders will not terminate the Company to an end.

Art. 12. Management.

12.1 Management

The Company is managed by one or several Managers. If several Managers are appointed, they will constitute a Board. The Manager(s) need not to be Shareholder.

The Manager(s) are appointed, revoked and replaced by a decision of the General Meeting, adopted by Shareholders owning more than half of the share capital or, as the case may be, of the Sole Shareholder. The General Meeting or, as the case may be, the Sole Shareholder may at any time and without cause (ad nutum) dismiss and replace any Manager.

The Shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the Class A Managers) or class B Managers (the Class B Managers).

The Shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

12.2 Meetings of the Board

A chairman pro tempore of the Board (the Chairman) may be appointed by the Board for each Board meeting. The Chairman, if one is appointed, will preside at the meeting of the Board for which he has been appointed. The Chairman pro tempore is appointed, by vote of the majority of the Managers present or represented at the meeting of the Board.

The Board shall meet upon call by any Managers at the place indicated in the meeting notice.

Written meeting notice of the Board shall be given to all the Managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written meeting notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state they have been duly informed and have had full knowledge of the agenda of the meeting. In addition, if all the members of the Board are present or represented during the meeting and they agree unanimously to set the agenda of the meeting, the meeting may be held without having been convened in the manner set out above.

A member of the Board may waive the written meeting notice by giving his/her consent in writing. Copies of consents in writing that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such consents in writing at a meeting of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and at places determined in a schedule previously adopted by a resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing another Manager as his or her proxy. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or by e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a meeting of the Board.

Any Manager may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or by similar means of communication whereby (i) the Managers attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the Managers can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

The Board may validly deliberate and make decisions only if at least the majority of its members is present or represented. Decisions are made by the majority of the votes expressed by the members present or represented. If a member of the Board abstains from voting or does not participate to a vote, this abstention or non-participation are not taken

into account in calculating the majority. A Manager may represent more than one Manager by proxy, under the condition however that at least two Managers are present at the meeting.

The Board may validly deliberate and make decisions only if at least the majority of its members is present or represented. However, in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented. Decisions are made by the majority of the votes expressed by the members present or represented. If a member of the Board abstains from voting or does not participate to a vote, this abstention or non-participation are not taken into account in calculating the majority. A Manager may represent more than one Manager by proxy, under the condition however that at least two Managers are present at the meeting.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or more documents containing the resolutions, signed by each Manager, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 12.2 does not apply where the Company is managed by a Sole Manager.

12.3 Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Manager

The resolutions passed by the Sole Manager shall be documented by minutes or by resolutions in writing. The minutes or the resolutions in writing made by the Sole Manager shall be signed by the Sole Manager.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by all the directors present at such meeting or, as the case may be, by the Chairman.

12.4 Powers of the Board and the Sole Manager

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed any actions necessary or useful in connection with the purpose of the Company. All powers not expressly reserved by the Companies Act or by the Articles to the General Meeting fall within the authority of the Board or, as the case may be, of the Sole Manager.

As long as the Company has only a Sole Manager, the Sole Manager has the same powers as those conferred on the Board. In such a case, any reference in these Articles to decisions made or powers exercised by the Board shall be a reference to decisions made or powers exercised by the Sole Manager.

12.5 Delegation of powers

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, may appoint one or more persons (délégué à la gestion journalière), who may be a Shareholder or not, or who may be a Manager or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters pertaining to the daily management and affairs of the Company.

The Board or, as the case may be, the Sole Manager, is also authorised to appoint a person, either a Manager or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

12.6 Binding signatures

The Company shall be bound towards third parties in all matters (i) by the joint signatures of any two Managers or (ii), in the case of a Sole Manager, by the sole signature of the Sole Manager.

However, if the Shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager.

In respect of the daily management, the Company shall be bound by the sole signature of the person appointed to that effect.

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or by the sole signature of the person to whom specific signatory power is granted by the Company, but only within the limits of such power.

Art. 13. Liability of the Manager(s). A Manager assumes, by reason of his/her position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/her in the name of the Company.

Art. 14. Appointment of a secretary. A secretary may be appointed by a resolution of the Board (the Secretary). The Secretary, who may or may not be a Manager, shall have the responsibility to act as clerk of the meetings of the Board and, to the extent practical, of the General Meeting, and to keep the records and the minutes of the Board and of the General Meeting in a book to be kept for that purpose in Luxembourg, and she/he shall perform like duties for all committees of the Board (if any) when required. She/he shall have the authority to delegate his powers to one or several persons provided she/he shall remain responsible for the tasks so delegated. The Secretary shall have the power and authority to issue certificates and extracts on behalf of the Company to be produced in court or, more generally, to be used as official documents vis-à-vis any third parties.

Article 14 does not apply where the Company is managed by a Sole Manager.

Art. 15. General Meetings.

15.1 Powers of the General Meeting or of the Sole Shareholder

As long as the Company has only one shareholder, the Sole Shareholder has the same powers as those conferred on the General Meeting. In such a case, any reference in these Articles to decisions made or powers exercised by the General Meeting shall be a reference to decisions made or powers exercised by the Sole Shareholder.

In the case of a plurality of Shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders.

15.2 Annual General Meeting - Other General Meetings

An annual General Meeting shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in the municipality of its registered office as may be specified in the notice of meeting.

If the Company is composed of several Shareholders, but no more than twenty-five (25) Shareholders, resolutions of the Shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the Shareholders for adoption, the Shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the General Meeting shall *mutatis mutandis* apply to the adoption of written resolutions.

General Meetings, including the annual General Meeting will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 16. Shareholders' voting rights, quorum and majority.

16.1 Notice of General Meetings

Unless there is a Sole Shareholder, the Shareholders may also meet in a General Meeting upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles or the Companies Act, by the Board or, as the case may be, the Sole Manager, subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by Shareholders representing more than half ($\frac{1}{2}$) of the share capital.

The convening notice sent to the Shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant General Meeting. The agenda for a General Meeting shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the Shareholders are present or represented at a General Meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

16.2 Attendance - Representation

All Shareholders are entitled to attend and speak at any General Meeting.

A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, who need not be a Shareholder, as its proxy in writing. Copies of written proxies that are transmitted by telefax or e-mail may be accepted as evidence of such written proxies at a General Meeting.

Any Shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communication whereby (i) the Shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an ongoing basis and (iv) the Shareholders can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

16.3 Vote

At any General Meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles, resolutions shall be adopted by Shareholders representing more than half ($\frac{1}{2}$) of the share capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the Shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of Shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any General Meeting, convened in accordance with the Articles or the Companies Act, for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the majority requirements shall be a majority of Shareholders in number representing at least three quarters ($\frac{3}{4}$) of the share capital. The nationality of the Company can only be changed by unanimous vote, subject to the provisions of the Companies Act.

16.4 Minutes

The minutes of the General Meeting shall be signed by the Shareholders present and may be signed by any Shareholders or the proxyholder(s) representing the Shareholder(s), who so request.

The resolutions adopted by the Sole Shareholder shall be documented in writing and signed by the Sole Shareholder or by the proxyholder representing the Sole Shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the Shareholder(s) as well as of the minutes of the General Meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the Sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 17. Financial year. The Company's financial year starts on 1 April and ends on 31 March of the following year.

Art. 18. Financial statements. At the end of each Financial Year, the accounts are closed and the Board or, as the case may be, the Sole Manager, draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the applicable laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the Shareholder(s) for approval.

Each Shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) Shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual General Meeting.

Art. 19. Appropriation of profits, reserves. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law. That allocation to the legal reserve will cease to be required as soon and as long as the legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the legal reserve, the Shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the Shareholder(s).

In any year in which the Company resolves to make dividend distributions, drawn from net profits and from available reserves derived from retained earnings, including any share premium, the amount allocated to this effect shall be distributed in the following order of priority:

- first, the holders of Class A Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point sixty per cent (0.60%) of the nominal value of the Class A Shares held by them, then;
- the holders of Class B Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty-five per cent (0.55%) of the nominal value of the Class B Shares held by them, then;
- the holders of Class C Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point fifty per cent (0.50%) of the nominal value of the Class C Shares held by them, then;
- the holders of Class D Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty-five per cent (0.45%) of the nominal value of the Class D Shares held by them, then;
- the holders of Class E Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point forty per cent (0.40%) of the nominal value of the Class E Shares held by them, then;
- the holders of Class F Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty-five per cent (0.35%) of the nominal value of the Class F Shares held by them, then;
- the holders of Class G Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point thirty per cent (0.30%) of the nominal value of the Class G Shares held by them, then;
- the holders of Class H Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.25%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then;
- the holders of Class I Shares shall be entitled to receive dividend distributions with respect to such year in an amount of zero point twenty-five per cent (0.20%) of the nominal value of the Class H Shares held by them, then;
- the holder of Ordinary Shares shall be entitled to receive the remainder of any dividend distribution.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Companies Act and in compliance with the foregoing provisions, Board or, as the case may be, the Sole Manager, may pay out an advance payment on dividends to the Shareholders. The Board or, as the case may be, the Sole Manager, fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Art. 20. Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the Shareholder(s) adopted by half of the Shareholders holding 3/4 (three quarters) of the share capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the Shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the Shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 21. Statutory auditor - External auditor. In accordance with article 200 of the Companies Act, the Company needs only to be audited by a statutory auditor if it has more than twenty-five (25) Shareholders. An external auditor (réviseur d'entreprises agréé) needs to be appointed whenever the exemption provided by article 69 (2) of the Luxembourg act dated 19 December 2002 on the trade and companies register and on the accounting and financial accounts of companies does not apply.

Art. 22. Reference to legal provisions. Reference is made to the provisions of the Companies Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Fourth Resolution:

The Meeting resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any Authorized Representative, each individually to proceed in the name and on behalf of the Company with the registration of the above changes in the register of shareholders of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately three thousand euros.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Rambrouch, on the day named at the beginning of this document.

This document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by his/her surname, name, civil status and residence, the said proxyholder of the appearing party signed the present deed together with the undersigned notary.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre décembre,

par-devant nous, Maître Jean-Paul Meyers, notaire de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Stroud Luxembourg SARL, une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (R.C.S. Luxembourg) sous le numéro B 150666 (la Société). La Société a été constituée le 30 décembre 2009 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, publié le 17 février 2010 au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous n 347. Les statuts de la Société ont été modifiés le 18 mai 2010 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, publié le 25 juillet 2010 au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous n 1531, Les statuts de la Société (les Statuts) n'ont pas été modifiés depuis.

A comparu

Stroud International Ltd, un société à responsabilité limitée, régie par les lois des Bermudes, ayant son siège social au 2, Victoria Street, Hamilton BER - HM 12, Bermudes, immatriculée auprès du registre des sociétés des Bermudes sous le numéro 43804 (l'Associé Unique),

ici représentée par Géraldine Schmit, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante ainsi que par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Décision de désigner les vingt mille (20.000) parts sociales existantes émises et en circulation de la Société ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) par part sociale en tant que parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires); création de parts sociales alphabétiques, à savoir les parts sociales de classe A (les Parts Sociales de Classe A), les parts sociales de classe B (les Parts Sociales de Classe B), les parts sociales de classe C (les Parts Sociales de Classe C), les parts sociales de classe D (les Parts Sociales de Classe D), les parts sociales de classe E (les Parts Sociales de Classe E), les parts sociales de classe F (les Parts Sociales de Classe F), les parts sociales de classe G (les Parts Sociales de Classe G), les parts sociales de classe H (les Parts Sociales de Classe H) et les parts sociales de classe I (les Parts Sociales de Classe I); et augmentation du capital social de la Société d'un montant de neuf mille dollars américains (USD 9.000,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) par part sociale à vingt-neuf mille dollars américains (USD 29.000,-) par l'émission de mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe A, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe B, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe C, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe D, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe E, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe F, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe G, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe H et mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe I, toutes ces parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) par part sociale, et ces parts sociales ayant les mêmes droits et obligations tels que prévus dans les refonte des Statuts tels qu'adoptés aux points 3. ci-dessous.

2. Souscription à et libération de l'augmentation du capital social telle que décrite au point 1. ci-dessus par un apport en numéraire.

3. Refonte des Statuts afin de refléter les modifications adoptées au point 1. ci-dessus et la création d'une section définitions.

4. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée décide de (i) désigner les vingt mille (20.000) parts sociales existantes émises et en circulation de la Société ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) par part sociale en tant que Parts Sociales Ordinaires, (ii) créer des parts sociales alphabétiques, à savoir les Parts Sociales de Classe A, les Parts Sociales de Classe B, les Parts Sociales de Classe C, les Parts Sociales de Classe D, les Parts Sociales de Classe E, les Parts Sociales de Classe F, les Parts Sociales de Classe G, les Parts Sociales de Classe H et les Parts Sociales de Classe I, et (iii) d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de neuf mille dollars américains (USD 9.000,-) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-), représenté par vingt mille (20.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) par part sociale à vingt-neuf mille dollars américains (USD 29.000,-) par l'émission de mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe A, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe B, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe C, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe D, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe E, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe F, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe G, mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe H et mille (1.000) nouvelles Parts Sociales de Classe I, toutes ces parts sociales ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) par part sociale, et ces parts sociales ayant les mêmes droits et obligations tels que prévus dans la refonte des Statuts tels qu'adoptés à la Troisième Résolution ci-dessous, (ensemble, les Nouvelles Parts Sociales).

Deuxième résolution:

Intervention - Souscription - Paiement

L'Associé Unique, représenté par Géraldine Schmit, clerc de notaire, résident professionnellement à Rambrouch, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, intervient à la présente Assemblée et déclare expressément:

(i) de souscrire aux Nouvelles Parts Sociales, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1,-) chacune pour un montant total de souscription égal à deux cent mille dollars américains (USD 200.000,-); et

(ii) de payer la totalité des Nouvelles Parts Sociales au moyen d'un apport en numéraire d'un montant total de deux cent mille dollars américains (USD 200.000,-).

Le montant de deux cent mille dollars américains (USD 200.000,-) de trésorerie disponible payé par l'Associé Unique (l'Apport en Numéraire) est reconnu. La preuve du paiement de l'Apport en Numéraire a été remise au notaire instrumentaire par le biais d'un certificat de blocage attestant la disponibilité du montant de l'Apport en Numéraire sur le compte bancaire de la Société et le notaire reconnaît expressément la disponibilité des fonds ainsi versés.

L'Associé Unique décide que le montant versé pour les Nouvelles Parts Sociales est alloué comme suit:

(i) un montant de neuf mille dollars américains (USD 9.000,-) au compte du capital social nominal de la Société;

(ii) un montant de deux mille neuf cents dollars américains (USD 2.900,-) au compte de la réserve légale de la Société;

et
(iii) le surplus d'un montant de cent quatre-vingt-huit mille cent dollars américains (USD 188.100,-) au compte de la réserve prime d'émission de la Société.

Troisième résolution:

L'Assemblée décide de modifier et remanier les Statuts dans leur intégralité afin d'y refléter la, la création de parts sociales alphabétiques, l'augmentation du capital de la Société, et la modification de toutes les dispositions pertinentes des Statuts de la Société et que les Statuts seront désormais rédigés comme suit:

Section I. Définitions

Part Sociale Alphabétique (Alphabet Share) désigne toute part sociale alphabétique émise de temps à autre dans le capital social de la Société; et Parts Sociales Alphabétiques (Alphabet Shares) les désigne dans leur ensemble;

Statuts (Articles) désigne les statuts de la Société tels que modifiés de temps à autre;

Montant disponible (Available Amount) désigne le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) qui, dans la mesure du possible, résultent de la cession ou de la liquidation d'Investissements en Capital, augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables (y compris la prime d'émission et l'apport du compte capital afin d'éviter tout malentendu) et (ii) le cas échéant par le montant de la réduction de capital et la réduction de la réserve légale relative à la Classe de Parts Sociales Alphabétiques qui doit être rachetée/annulée, mais réduite par (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et (ii) toutes sommes à affecter aux réserve(s) conformément aux exigences des lois ou des Statuts, à chaque fois comme indiqué dans les Comptes Intérimaires concernés (sans double comptabilisation afin

d'éviter tout malentendu) dans la mesure où ce montant peut être payé par la Société pour le rachat et l'annulation des Parts Sociales Alphabétiques et à condition que le Montant Disponible n'inclut aucun Revenu de la Société;

Conseil (Board) désigne le conseil de gérance de la Société;

Valeur d'Annulation par Part Sociale Alphabétique (Cancellation Value Per Alphabet Share) doit être calculée en divisant le Montant Total d'Annulation applicable à la Catégorie de Parts Sociales qui est rachetée ou annulée par le nombre de Parts Sociales émises dans cette Catégorie de Parts Sociales Alphabétiques;

Gérants A (Class A Managers) a la signification qui lui est conférée à l'article 12.1 des Statuts;

Gérants B (Class B Managers) a la signification qui lui est conférée à l'article 12.1 des Statuts Président (Chairman) a la signification qui lui est conférée à l'article 12.2 des Statuts;

Catégorie de Parts Sociales Alphabétiques (Class of Alphabet Shares) désigne une Catégorie de Parts Sociales de la Société dans son intégralité;

Loi de 1915 (Companies Act) désigne la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

Société (Company) désigne «Stroud Luxembourg SARL.»;

Partie Contractante (Contracting Party) a la signification qui lui est conférée à l'article 23 des Statuts;

Assemblée Générale (General Meeting) désigne l'assemblée générale des associés de la Société et Assemblées Générales (General Meetings) désigne l'une d'entre elles;

Comptes Intérimaires (Interim Accounts) désigne les comptes intérimaires de la Société à la date des Comptes Intérimaires pertinents;

Date du Compte Intérimaire (Interim Account Date) désigne la date au plus tôt huit (8) jours avant celle du rachat et de l'annulation d'une Catégorie de Parts Sociales Alphabétiques;

Gérant (Manager) désigne un membre du Conseil; et Gérants (Managers) les désigne dans leur ensemble;

Secrétaire (Secretary) a le sens qui lui est donné à l'article 14 des Statuts;

Associé (Shareholder) désigne toute personne détenant des Parts Sociales ou à qui les Parts Sociales sont transférées ou émises de temps à autre (sauf la Société) en conformité avec les termes des Statuts; et les Associés (Shareholders) les désigne dans leur ensemble;

Part Sociale (Share) signifie toute part sociale émise de temps à autre dans le capital social de la Société; et Parts Sociales (Shares) les désigne dans leur ensemble;

Gérant Unique (Sole Manager) désigne, dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, l'associé unique de la Société;

Associé Unique (Sole Shareholder) désigne, dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, l'associé unique de la Société;

Montant Total d'Annulation (Total Cancellation Amount) désigne le montant fixé par le Conseil approuvé par l'Assemblée Générale sur la base des Comptes Intérimaires concernés. Le Montant Total d'Annulation est l'ensemble du Montant Disponible au moment de l'annulation de la Catégorie de Parts Sociales Alphabétiques sauf décision contraire de l'Assemblée Générale de la manière prévue pour une modification des Statuts à condition toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais plus élevé que le Montant Disponible; et

Section II. Statuts

Art. 1^{er}. **Forme, dénomination et nombre d'Associés.**

1.1 Forme et dénomination

Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de «Stroud Luxembourg SARL.».

1.2 Nombre d'Associés

La Société peut avoir un Associé Unique ou plusieurs Associés.

Lorsque la Société n'a qu'un Associé Unique, toute référence aux Associés dans les Statuts est une référence à l'Associé Unique.

Art. 2. **Objet social.** L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut fournir des services de conseil en gestion ou d'autres services à d'autres sociétés.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations

et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg. Il peut être transféré au sein de la municipalité par une décision du Conseil ou, le cas échéant, du Gérant Unique. Le siège social peut également être transféré au sein de cette municipalité par simple décision d'une assemblée Générale ou, le cas échéant, de l'Associé Unique.

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, peut établir des succursales, des bureaux, des centres administratifs et agences en tout qu'il jugera utile, que cela soit à ou en dehors du Grand-Duché du Luxembourg.

Art. 5. Capital social.

5.1 Montant du capital social

Le capital social de la Société est fixé à la somme de vingt-neuf mille dollars américains (USD 29.000,-) représenté par vingt-neuf mille (29.000) Parts Sociales d'une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1, -) chacune, qui sont réparties de la façon suivante:

- vingt mille (20.000) parts sociales ordinaires (les Parts Sociales Ordinaires), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille (1.000) parts sociales de catégorie A (les Parts Sociales de Catégorie A), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille (1.000) parts sociales de catégorie B (les Parts Sociales de Catégorie B), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille (1.000) parts sociales de catégorie C (les Parts Sociales de Catégorie C), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille (1.000) parts sociales de catégorie D (les Parts Sociales de Catégorie D), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille(1.000) parts sociales de catégorie E (les Parts Sociales de Catégorie E), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille(1.000) parts sociales de catégorie F (les Parts Sociales de Catégorie F), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille (1.000) parts sociales de catégorie G (les Parts Sociales de Catégorie G), toutes intégralement souscrites et libérées;
- mille (1.000) parts sociales de catégorie H (les Parts Sociales de Catégorie H), toutes intégralement souscrites et libérées; et
- mille (1.000) parts sociales de catégorie I (les Parts Sociales de Catégorie I), toutes intégralement souscrites et libérées.

Les droits et obligations attachés aux Parts Sociales sont identiques à l'exception de ce qui est prévu par les Statuts ou la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

En sus du capital social émis, un compte de prime d'émission peut être créé sur lequel seront versées les éventuelles primes d'émission payées sur les Parts Sociales en sus de leur valeur nominale. Les sommes figurant au crédit du compte de prime d'émission peuvent être utilisées pour financer les Parts Sociales que la Société souhaiterait racheter à son ou ses Associés, pour compenser d'éventuelles pertes nettes réalisées, faire des distributions à leur profit sous forme de dividende ou affecter des sommes d'argent à la réserve légale.

5.2 Apport au compte de "capital surplus"

Le Conseil est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, effectué selon les conditions définies par le Conseil et dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise. Un apport en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales doit être enregistré dans un compte de capital surplus conformément à la loi luxembourgeoise.

De plus, l'Assemblée Générale est autorisée à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles Parts Sociales, réalisés au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, selon les conditions définies par l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise; de tels apports seront enregistrés dans le compte de capital surplus mentionné au paragraphe ci-dessus.

Art. 6. Modification du capital social. Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision de l'Associé Unique sinon de l'Assemblée Générale, conformément à l'article 16 des présents Statuts.

Art. 7. Participation aux bénéfices. Les bénéfices que la Société peut décider de distribuer sont alloués de la manière décrite à l'article 19 au cours d'un exercice où l'Assemblée Générale ou, le cas échéant l'Associé Unique, décide de procéder à une distribution de dividendes.

Les Parts Sociales Alphanumériques ne donnent droit à aucune distribution, que cela soit des distributions de dividendes ou autres, y compris à la liquidation de la Société, qui proviendrait de tout Revenu perçu par la Société, qui sera alloué aux Parts Sociales Ordinaires et en application des Statuts.

Art. 8. Parts Sociales indivisibles. Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Transfert de Parts Sociales. Toutes cessions de Parts Sociales détenues par l'Associé Unique sont libres.

En cas de pluralité d'Associés, la cession de Parts Sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'Assemblée Générale représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de Parts Sociales entre Associés.

La cession de Parts Sociales mortis causa à des tiers non-associés doit être acceptée par les Associés qui représentent trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Les exigences des articles 189 et 190 de la Loi de 1915 doivent être respectées.

Art. 10. Rachat de Parts Sociales. Le capital social de la Société peut être réduit par le moyen de rachat et annulation d'une ou plusieurs Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques dans leur intégralité, à condition que la Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques, à condition que la Société ne puisse à tout moment racheter et annuler les Parts Sociales Ordinaires. En cas de rachats et annulations de Catégories de Parts Sociales Alphanumériques, de tels annulations et rachats de Parts Sociales Alphanumériques seront faits dans l'ordre suivant:

- (i) Parts Sociales de Catégorie I;
- (ii) Parts Sociales de Catégorie H;
- (iii) Parts Sociales de Catégorie G;
- (iv) Parts Sociales de Catégorie F;
- (v) Parts Sociales de Catégorie E;
- (vi) Parts Sociales de Catégorie D;
- (vii) Parts Sociales de Catégorie C;
- (viii) Parts Sociales de Catégorie B; et
- (ix) Parts Sociales de Catégorie A.

En cas de réduction du capital social par le moyen de rachat et annulation de toute Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques (dans l'ordre donné ci-dessus), chaque Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques donne le droit à leurs détenteurs (au prorata de leur détention dans une telle Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques) à une part du Montant Total d'Annulation tel qu'il est fixé par le Conseil et approuvé par l'Assemblée Générale, et les détenteurs de Parts Sociales Alphanumériques de la Catégorie de Parts Sociales rachetée et annulée reçoivent de la Société un montant égal à la Valeur d'Annulation par Part Sociale Alphanumérique pour chaque Part Sociale Alphanumérique de la Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques concernée détenue par ces derniers et annulée.

La Société peut racheter ses propres Parts Sociales dans les limites prévues par la Loi de 1915 sur les sociétés commerciales.

La Société a le pouvoir d'acquérir les Parts Sociales de son propre capital social à condition qu'elle dispose de réserves distribuables et de fonds suffisants à cet effet.

L'acquisition et la cession par la Société de Parts Sociales détenues par elle dans son capital social se fait au moyen d'une résolution aux termes et conditions fixés par l'Associé Unique ou l'Assemblée Générale. Les exigences de quorum et de majorité relatives à la modification des Statuts s'appliquent conformément à l'article 16 de ces Statuts.

Il est prévu que la Société rachètera une Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques chaque année. Dans le cas où aucune Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques n'est remboursé dans une année, la Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques concernée par le prochain rachat doit être reclassée comme la prochaine Catégorie de Parts Sociales Alphanumériques (de sorte que si les Parts Sociales de Catégorie I ne sont pas rachetées le ou avant le 31 Décembre 2014) elles seront reclassées en Parts Sociales de Catégorie H et ainsi de suite jusqu'à atteindre la Catégorie A de Parts Sociales Alphanumériques lorsqu'il n'y a plus d'autre classification.

Art. 11. Décès, interdiction, faillite ou déconfiture des Associés. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'Associé Unique, sinon d'un des Associés, ne mettent pas fin à la Société.

Art. 12. Gérance.

12.1 Gérance

La Société est gérée par un ou plusieurs Gérants. En cas de pluralité de Gérants, ils constituent ensemble un Conseil. Les Gérants n'ont pas besoin d'être Associés.

Les Gérants sont désignés, révoqués et remplacés par une décision de l'Assemblée Générale adoptée par les Associés détenant plus de la moitié du capital social ou, le cas échéant, de l'Associé Unique. L'Assemblée Générale ou, le cas échéant, l'Associé Unique, peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer n'importe lequel des Gérants.

Les Associés pourront qualifier les Gérants nommés de Gérants A (les Gérants A) ou Gérants B (les Gérants B).

Le ou les Associés ne prennent pas part à, ni n'interfèrent dans, la gestion de la Société.

12.2 Réunions du Conseil

Un président pro tempore du Conseil (le Président) peut être désigné par le Conseil pour chaque réunion du Conseil. Le Président, si un président a été désigné, présidera la réunion du Conseil pour laquelle il aura été désigné. Le président pro tempore est désigné par un vote de la majorité des Gérants présents ou représentés lors de la réunion du Conseil.

Le Conseil se réunira sur convocation par tout Gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les Gérants au moins vingtquatre (24) heures avant la date de ladite réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de l'urgence devront être décrits brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans avis de convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de la réunion du Conseil et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. En outre, si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés à une réunion et décident à l'unanimité d'établir un ordre du jour, la réunion pourra être tenue sans convocation préalable effectuée de la manière décrite ci-dessus.

Tout membre du Conseil peut décider de renoncer à la convocation écrite en donnant son accord par écrit. Les copies de ces accords écrits qui sont transmises par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées comme preuve des accords écrits à la réunion du Conseil. Une convocation écrite spéciale n'est pas requise pour une réunion du Conseil se tenant aux lieux et dates prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil.

Tout membre du Conseil pourra se faire représenter à une réunion en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire. Des copies des procurations écrites transmises par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées comme preuves des procurations à la réunion du Conseil.

Tout Gérant peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, visioconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant (i) à tous les Gérants qui prennent part à la réunion d'être identifiés (ii) à toute personne participant à la réunion d'entendre les autres participants et de leur parler, (iii) de retransmettre la réunion de façon continue et (iv) aux Gérants de délibérer valablement. La participation à une réunion du Conseil tenue par un tel moyen de communication équivaut à une participation en personne à une telle réunion. Une réunion du Conseil tenue par un tel moyen de communication est réputée avoir lieu à Luxembourg.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres du Conseil présents ou représentés. Si un membre du Conseil s'est abstenu de voter ou n'a pas pris part au vote, son abstention ou sa non-participation n'est pas prise en compte pour le calcul de la majorité. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants par procuration, à condition toutefois qu'au moins deux Gérants soient présents à la réunion.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. Toutefois, dans l'hypothèse où des Gérants A ou des Gérants B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant A et un Gérant B sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées par les membres du Conseil présents ou représentés. Si un membre du Conseil s'est abstenu de voter ou n'a pas pris part au vote, son abstention ou sa non-participation ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité. Un Gérant peut représenter plusieurs Gérants par procuration, à condition toutefois qu'au moins deux Gérants soient présents à la réunion.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil peut également être prise par voie circulaire. Une telle résolution résultera d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par chacun des Gérants, manuellement ou électroniquement au moyen d'une signature électronique reconnue au Luxembourg. La date d'une telle résolution sera celle de la dernière signature.

Le présent article 12.2 ne s'applique pas si la Société est gérée par un Gérant Unique.

12.3 Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions du Gérant Unique

Les résolutions prises par le Gérant Unique seront documentées dans des procès-verbaux ou des résolutions écrites. Les procès-verbaux des résolutions écrites du Gérant Unique seront signés par ce dernier.

Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil seront signés soit par l'ensemble des Gérants présents à ladite réunion soit, le cas échéant, par le Président.

12.4 Pouvoirs du Conseil et du Gérant Unique

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles se rapportant à l'objet de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont attribués au Conseil ou, le cas échéant, au Gérant Unique.

Lorsque la Société a un Gérant Unique, ce dernier dispose des mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés au Conseil. Dans un tel cas, toute référence dans les présents Statuts à des décisions prises ou aux pouvoirs exercés par le Conseil sont des références à des décisions prises ou aux pouvoirs exercés par le Gérant Unique.

12.5 Délégation de pouvoirs

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, peut nommer un ou plusieurs délégués à la gestion journalière, qui peuvent être associés ou non, Gérant ou non, et qui auront les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière de la Société.

Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, est aussi autorisé à nommer une personne, Gérant ou non, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

12.6 Signatures autorisées

La Société est engagée en toutes circonstances vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil ou (ii) la signature du Gérant Unique en cas de Gérant Unique.

Toutefois, si les Associés ont qualifié les Gérants de Gérants A et les Gérants B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant A et d'un Gérant B.

En ce qui concerne la gestion journalière, la Société sera engagée par la signature unique de la personne nommée à cet effet.

La Société est en outre engagée par la signature conjointe de toutes les personnes ou la signature unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par la Société, et ce uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 13. Responsabilité des Gérants. Le ou les Gérants (selon le cas) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. Nomination d'un secrétaire. Un secrétaire pourra être nommé en vertu d'une résolution du Conseil (le Secrétaire). Le Secrétaire, qui peut être un gérant ou non, agira en tant que clerc aux réunions du Conseil et, dans la mesure du possible, aux assemblées générales des associés. Il devra enregistrer le procès-verbal et établir un compte-rendu du Conseil et des Assemblées Générales dans un livre prévu à cet effet conservé au Luxembourg. Ses attributions seront les mêmes pour tous les comités du Conseil (le cas échéant) si nécessaire. Il pourra déléguer ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes, à condition qu'il reste seul responsable des tâches ainsi déléguées. Le Secrétaire pourra émettre au nom de la Société, des certificats et extraits à produire devant les cours et tribunaux, et plus généralement à utiliser comme documents officiels vis-à-vis des tiers.

Le présent article 14 ne s'applique pas si la Société est gérée par un Gérant Unique.

Art. 15. Assemblées Générales.

15.1 Pouvoirs des Associés ou de l'Associé Unique

Tant que la Société n'a qu'un seul Associé, l'Associé Unique a les mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés à l'Assemblée Générale. Dans ce cas, toute référence dans ces Statuts aux décisions prises ou pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale désigne les décisions prises ou pouvoirs exercés par l'Associé Unique.

En cas de pluralité d'Associés, toute assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des Associés.

15.2 Assemblée Générale annuelle - autres Assemblées Générales

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra au siège social de la Société ou en tout autre lieu au sein de la commune de son siège social, tel que spécifié dans l'avis de convocation à l'assemblée.

Si la Société a plusieurs Associés, sans toutefois dépasser vingt-cinq (25) Associés, les résolutions des Associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent résulter d'un seul et même document ou de plusieurs documents distincts de contenu identique, chacun étant signé par un ou plusieurs Associés. En cas d'envoi de ces résolutions écrites par le ou les Gérants à ou aux Associés en vue de leur adoption, les Associés ont l'obligation - dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi du texte des propositions de résolutions - d'exprimer leur vote écrit en retournant ces résolutions par tout moyen de communication permettant de transmettre un texte écrit. Les règles de quorum et de majorité applicables à l'adoption des résolutions par l'Assemblée Générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption des résolutions écrites.

Chaque Assemblée Générale, y compris l'Assemblée Générale annuelle, se tiendra au siège social de la Société ou en tout autre endroit du Luxembourg. Une Assemblée Générale pourra se tenir à l'étranger si, suivant l'appréciation du ou des Gérants dont la décision est définitive et obligatoire, un cas de force majeure l'exige.

Art. 16. Droits de vote des Associés, quorum et majorité.

16.1 Convocation des Assemblées Générales

Sauf en cas d'Associé Unique, les Associés peuvent aussi se réunir en Assemblée Générale sur convocation conformément aux Statuts ou à la Loi de 1915, du ou des Gérants, ou, par le ou le(s) commissaire(s) aux comptes (le cas échéant), ou, par un groupe d'Associés représentant plus de la moitié ($\frac{1}{2}$) du capital social.

Les convocations envoyées aux Associés indiqueront le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, ainsi que l'ordre du jour et la nature des questions qui feront l'objet des délibérations. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale spécifie également, le cas échéant, toute proposition de modification des Statuts et, le cas échéant, inclut le texte des changements concernant l'objet social ou la forme sociale de la Société.

Chaque fois que tous les Associés sont présents ou représentés à une Assemblée Générale et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leurs délibérations, l'assemblée peut avoir lieu sans convocation préalable.

16.2 Présence et représentation

Chaque Associé peut participer et prendre la parole à une Assemblée Générale.

Chaque Associé peut prendre part à une Assemblée Générale de la Société en désignant par écrit une autre personne, Associé ou non, comme son mandataire. Des copies des procurations écrites envoyées par télécopie ou par courriel peuvent être acceptées par l'Assemblée Générale comme preuves de procurations écrites.

Tout Associé peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Associés participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion peut entendre les autres participants et leur parler, (iii) la réunion est retransmise de façon continue et (iv) les Associés peuvent valablement délibérer. La participation à une réunion tenue par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à ladite réunion.

16.3 Vote

En dehors des Assemblées Générales convoquées en vue de modifier les Statuts de la Société ou de voter des résolutions dont l'adoption est soumise à des règles de quorum et de majorité applicables en matière de modification des Statuts selon le cas, les résolutions sont adoptées par les Associés représentant plus de la moitié ($\frac{1}{2}$) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte lors de la première réunion (ou consultation écrite), les Associés sont convoqués (ou consultés) une deuxième fois et les résolutions sont adoptées, quel que soit le nombre de Parts Sociales représentées, à la majorité simple des voix exprimées.

Les résolutions d'une Assemblée Générale, convoquée conformément aux Statuts ou à la Loi de 1915, aux fins de modifier les Statuts de la Société ou de voter des résolutions dont l'adoption est soumise à des règles de quorum et de majorité applicables en matière de modification des Statuts, sont adoptées à la majorité des Associés représentant au moins les trois quarts ($\frac{3}{4}$) du capital social. La nationalité de la Société peut seulement être modifiée à l'unanimité des Associés, sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

16.4 Procès-verbaux

Le procès-verbal de l'Assemblée Générale est signé par les Associés présents et peut être signé par les Associés ou par le(s) représentant(s) des Associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'Associé Unique sont constatées par des procès-verbaux signés par l'Associé unique ou par le représentant de l'Associé Unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par le ou les Associé(s), ainsi que le procès-verbal de l'Assemblée Générale à produire en justice ou à un autre titre, sont signés par le Gérant unique ou par deux (2) Gérants agissant conjointement en cas de pluralité de Gérants.

Art. 17. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de l'année suivante.

Art. 18. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'Exercice Social, les comptes sont clôturés et le(s) Gérant(s) dressent un inventaire de l'actif et du passif, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément aux lois applicables.

Les comptes annuels statutaires et/ou consolidés sont soumis à l'approbation du ou des Associés.

Chaque Associé ou son représentant peut consulter les documents financiers au siège social de la Société. Si la Société comprend plus de vingt-cinq (25) Associés, ce droit peut seulement être exercé dans les quinze (15) jours calendaires précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle.

Art. 19. Distribution des bénéfices, réserves. Le bénéfice net annuel de la Société est affecté à concurrence d'au moins cinq pour cent (5 %) à la formation ou l'alimentation de la réserve requise par la loi. Cette affectation à la réserve légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social émis de la Société.

A l'issue de l'affectation à la réserve légale, le ou les Associés décident du mode d'affectation du solde du bénéfice net annuel en allouant tout ou partie du solde à la constitution d'une réserve ou d'une provision, en reportant cette somme sur l'exercice social qui suit ou en la distribuant, ainsi que du report à nouveau, des réserves distribuables ou de la prime d'émission à ou aux Associés.

Si, au titre d'un exercice, la Société décide de distribuer des dividendes, prélever une somme sur le bénéfice net ou les réserves disponibles résultant des résultats mis en réserve (y compris la prime d'émission), la somme affectée à ce titre sera distribuée selon l'ordre de priorité suivant:

- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie A recevront des distributions de dividendes l'année en question d'un montant égal à zéro virgule soixante pour cent (0,60%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A détenues par eux, alors;

- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie B recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant égal à zéro virgule cinquante-cinq pour cent (0,55%) de la valeur nominale des Parts Sociales de catégorie B détenues par eux, alors;

- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie C recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule cinquante pour cent (0,50%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C détenues par eux;

- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie D recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule quarante-cinq pour cent (0,45%) de la valeur nominale des Parts Sociales de catégorie D détenues par eux, puis;

- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie E recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule quarante pour cent (0,40%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E détenues par eux, alors;

- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie F recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule trente-cinq pour cent (0,35%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F détenues par eux, alors;

- les détenteurs des Parts Sociales de Catégorie G recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule trente pour cent (0,30%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie G détenues par eux, alors;

- Les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie H recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,25%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie H détenus par eux, alors;

- les détenteurs de Parts Sociales de Catégorie I recevront des distributions de dividendes pour l'année en question d'un montant de zéro virgule vingt-cinq pour cent (0,20%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie I détenus par eux, alors;

- les détenteurs de Parts Sociales Ordinaires recevront le solde de toutes distributions de dividendes.

Sous réserve des conditions (le cas échéant) prescrites par la Loi sur les Sociétés et conformément aux dispositions qui précèdent, le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique, sont autorisés à verser des acomptes sur dividendes aux Associés. Le Conseil ou, le cas échéant, le Gérant Unique fixent le montant et la date de paiement de ces acomptes sur dividendes.

Art. 20. Liquidation. La Société peut être dissoute par résolution du ou des Associés adoptée par la moitié des Associés détenant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera conduite par le ou les Gérants ou toutes autres personnes (personnes physiques ou personnes morales) nommées par le ou les Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

Après avoir réglé l'ensemble des dettes et passifs de la Société (y compris les frais de liquidation), le boni net de liquidation sera distribué à ou aux Associés de sorte qu'un résultat identique à celui fixé par les règles de distribution prévues pour les versements de dividendes soit atteint sur une base globale.

Art. 21. Réviseur(s) d'entreprises. Conformément à l'article 200 de la Loi de 1915, la Société doit être auditée par un réviseur d'entreprises si elle a plus de vingt-cinq (25) Associés. Un réviseur d'entreprises agréée doit être nommé chaque fois que la dispense prévue à l'article 69 (2) de la loi luxembourgeoise du 19 décembre 2002 relative au registre du commerce et des sociétés et comptes financiers et comptables des sociétés ne s'applique pas.

Art. 22. Référence aux dispositions légales. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts, les Associés s'en réfèrent aux dispositions légales de la Loi de 1915.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout Représentant Autorisé, chacun individuellement, afin de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des modifications ci-dessus dans le registre des associés de la Société.

Estimation des frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à trois mille euros.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

Dont acte, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire de la partie comparante, connue du notaire par son nom, prénom, état civil et demeure, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: Schmit, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 décembre 2014. Relation: RED/2014/2678. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Kirsch.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée sur papier libre, aux fins d'enregistrement auprès du R.C.S.L. et de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 31 décembre 2014.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015026962/965.

(150030165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Permian Global S.C.A, SICAV-SIF, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Capital social: USD 50.000,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 194.532.

—
STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the nineteenth day of November.

Before Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

I. Permian Global General Partner S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and the registration with the Luxembourg Trade and Companies Register of which is pending, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing professionally in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 14 October 2014, (the General Partner);

II. Cambrian Capital General Partner Limited, a limited liability partnership incorporated under the laws of Bermuda, registered with the Registrar of Companies in Bermuda under number 47589, general partner to Cambrian Capital Limited Partnership, a limited partnership formed under the laws of Bermuda, having its registered office at Clarendon House, 2 Church Street, Hamilton HM11, Bermuda, registered with the Bermuda Registrar of Companies under number 47988, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing professionally in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 14 October 2014 (the Founder Partner); and

III. Stephen Rumsey, director, born in Eton, United Kingdom on 6 November 1950, residing professionally at Savoy Hill House, 7-10 Savoy Hill, London WC2R 0BU; United Kingdom, here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employee, residing professionally in Esch/Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg on 14 October 2014.

The said proxies, after having been initialled and signed *ne varietur* by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the officiating notary to enact the following articles of association of a partnership limited by shares (société en commandite par actions) which they declare to establish as follows:

Art. 1. The Fund.

1.1 Form and name of the Fund

There exists among the managing general partner, "associé gérant commandité" (the General Partner) and the limited partners, "actionnaires commanditaires" (the Limited Shareholders and together with the General Partner the Shareholders), a corporate partnership limited by shares in the form of a "société en commandite par actions" organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as a "fonds d'investissement spécialisé" under the name of Permian Global S.C.A, SICAV-SIF (hereafter the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the 2007 Law) and these articles of association (the Articles).

1.2 Corporate objects

(a) The purpose of the Fund is to invest substantially all of its assets through a "masterfeeder" fund structure in Permian Global FCP-SIF, an FCP (fonds commun de placement) or common fund created under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg on 19 November 2014 (the Master Fund).

(b) The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

1.3 Registered office

(a) The registered office of the Fund is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

(b) Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 2. Term of the Fund.

2.1 The Fund is established for an unlimited duration.

2.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

2.3 The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the CSSF).

2.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund's activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Article 17.2 below.

2.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 3. Sub-Funds.

3.1 The Fund is composed of one or more sub-funds (collectively the Sub-Funds and individually a Sub-Fund), in accordance with article 71 of the 2007 Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the exclusive interests of the Limited Shareholders of the relevant Sub-Fund. A first Sub-Fund will be formed by no later than six (6) months from the date of establishment of the Fund. The name of each Sub-Fund shall comprise the first part of the name of the Fund, followed by the denomination determined at the discretion of the General Partner.

3.2 The General Partner may, at any time, establish additional Sub-Fund(s) and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to, whether they have been created for an undetermined period or for a fixed period, investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, subscription and/or redemption rights, reference currency) as further set out in the confidential offering memorandum of the Fund (the Confidential Offering Memorandum) and which shall, to the extent that separate sub-funds are created, be fully described in the relevant Part II of the Confidential Offering Memorandum (the Sub-Fund Specifications), which forms an integral part of the Confidential Offering Memorandum insofar as it pertains to the relevant Sub-Fund.

3.3 The Fund is one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code and in accordance with the provisions of article 71 of the 2007 Law, the assets of any given Sub-Fund are only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities which are attributable to such Sub-Fund. Amongst Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

Art. 4. Share Capital.

4.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares (Shares) of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund and its Sub-Funds (as defined below), if any. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounts to fifty thousand United States Dollars (USD 50,000) divided into (i) one (1) general partner share with an initial par value of one United States Dollar (USD 1) (the General Partner Share); (ii) one thousand (1,000) founder shares with an initial par value of one United States Dollar (USD 1) each (the Founder Shares); (iii) forty eight thousand nine hundred and ninety nine (48,999) shares with an initial value of one United States Dollar (USD 1).

4.2 The General Partner may issue additional or new classes of Shares denominated in one or more different currencies.

4.3 The General Partner Share is exclusively reserved to the General Partner and the Founder Shares are exclusively reserved to the Founder Partner. The Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a Well-Informed Investor).

4.4 The minimum capital of the Fund shall be the equivalent, in United States Dollar, of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000.-), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 5. Shares. One (1) General Partner Share will be issued to the General Partner, one thousand (1,000) Founder Shares will be issued to the Founder Partner and forty eight thousand nine hundred and ninety nine (48,999) Dollar Shares will be issued upon the establishment of the Fund.

Art. 6. Classes and Series of Shares.

6.1 The General Partner may, at any time, issue different classes of Shares (collectively the Classes and individually a Class) in respect of each Sub-Fund, which may be designated in different currencies and/or carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the Confidential Offering Memorandum and/or the Sub-Fund Specifications.

6.2 Shares within each Class may be designated in series (each a Series), each corresponding to a specific period of issuance, as determined for each Class in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications. The Shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

7.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional Share (the Register).

7.3 The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his right of ownership of such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his Shareholding upon request.

7.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the Register.

7.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

7.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such Shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

7.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to three decimal places. Such fractional Shares shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class or Series of Shares on a pro rata basis. Voting rights attaching to fractional Shares shall be proportionate to the fraction.

7.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the Register.

Art. 8. Issue and subscription of Shares.

8.1 The Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. This restriction is not applicable to the General Partner or to persons who are involved in the management of the Fund.

8.2 Each Investor wishing to subscribe for Shares in a Sub-Fund shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Shares in accordance with the Articles as well as the terms and conditions set forth in the Confidential Offering Memorandum and the relevant Sub-Fund Specifications.

8.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class and in any Sub-Fund, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class or Series of one specific Sub-Fund entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class and Series of the same Sub-Fund.

8.4 No additional General Partner Share may be issued.

8.5 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The General Partner may also, in respect of a particular Sub-Fund, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be subjected shall be detailed in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

8.6 The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

8.7 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of at least 5% of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

8.8 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

8.9 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications, it will be in default and potentially suffer the consequences as provided for in respect of each Sub-Fund and set forth in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

8.10 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

8.11 The General Partner may restrict or reject any application for Shares in any Sub-Fund by any person and may cause any Shares to be subject to compulsory redemption if the General Partner considers that ownership involves a violation of any such restriction or a violation of the law of the Grand-Duchy of Luxembourg or elsewhere or may cause the Fund to be subject to taxation or have adverse regulatory implications in a country other than the Grand-Duchy of Luxembourg or may in some other manner be detrimental to the Fund or as otherwise specified in the Confidential Offering Memorandum.

Art. 9. Transfer of Shares.

9.1 Subject to the receipt by the administration agent of the Fund (the Administrative Agent) of a complete and duly executed Subscription Agreement and any anti-money laundering documentation requested by the Administration Agent, Shares may be transferred only to Well-Informed Investors with the express consent of the General Partner (which consent may be withheld in the sole and absolute discretion of the General Partner) and on such terms as the General Partner may determine. Shareholders shall be required to provide the Administration Agent with at least 30 calendar days' prior notice of a transfer request in such form as the Administration Agent may require, unless such requirement is waived by the General Partner and the Administration Agent in its absolute discretion.

9.2 The General Partner Share is exclusively and mandatorily transferable upon replacement of the General Partner as per Article 2.3 au-dessus.

Art. 10. Redemption of Shares.

10.1 The redemption of certain Classes of Shares in certain Sub-Funds may be authorised on a Class by Class basis as set forth in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

10.2 In the event that redemptions are permitted the Fund shall not redeem any Shares if the net assets of the Fund would fall below the minimum capital required in the 2007 Law as a result of such redemption.

10.3 The Fund shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder in specie by allocating to the Shareholder investments from the portfolio of assets of the relevant Sub-Fund equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the remaining Shareholders. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

10.4 The General Partner may, upon serving a repurchase notice, decide to repurchase the Shares of any Shareholder and such Shareholder shall be obliged to sell its Shares to the Fund at the conditions determined in accordance with the contents of the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

10.5 The holder of Founder Shares may, subject to a ten (10) days' notice period, request redemption of all or part of their Founder Shares. The General Partner will give full consideration to such requests on a case by case basis but has complete discretion as to whether to permit or refuse such redemption request in whole or in part.

Art. 11. Conversion of Shares.

11.1 The conversion of Shares in a given Sub-Fund into Shares of another Sub-Fund or the conversion (or switching) of Shares of one Class into another Class within the same Sub-Fund or of another Sub-Fund may be authorised on a Sub-Fund by Sub-Fund basis as well as on a Class by Class basis as may be set forth in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

11.2 The General Partner Share is not convertible.

Art. 12. Consolidation/Splitting of Shares. The General Partner may consolidate Shares of different Classes within a Sub-Fund or split the Shares of a Sub-Fund into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Sub-Fund concerned deciding, without any quorum requirements, by the simple majority of the Shares present or represented.

Art. 13. Management.

13.1 Management

(a) The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the shareholder with unlimited liability (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund as per Article 8 above.

(b) The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by laws or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund.

(c) The General Partner may be removed from its capacity as managing General Partner by Shareholders representing a majority of 75% of the votes cast at a general meeting of Shareholders where at least 66% of the voting rights are represented following the occurrence of any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner.

(d) The General Partner may appoint under its overall responsibility an investment manager and one or more agents and advisors to implement the investment objective of the Fund and to administer and manage the assets of the Fund or any Sub-Fund under the terms and conditions set forth in these Articles and in the Confidential Offering Memorandum.

(e) The General Partner may obtain investment information, advice and other services from third parties, remuneration for which will be at the Fund's cost to the extent provided under the Confidential Offering Memorandum or these Articles.

13.2 Corporate Signature

Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

13.3 Delegation of Powers

(a) The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Fund deems necessary for the operation and management of the Fund or any Sub-Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

(b) The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 14. Investment Policies and Restrictions.

14.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Confidential Offering Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

14.2 The Fund may employ, for each Sub-Fund as set forth in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications and in the main part of the Confidential Offering Memorandum, techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

Art. 15. Conflicts of Interest.

15.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

15.2 In the event that any director of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director shall make known to the General Partner such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

15.3 The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment manager, the custodian, the distributors or

any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner in its absolute discretion.

Art. 16. Indemnification.

16.1 The Fund shall indemnify, out of the assets of the Fund, any member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the project advisor, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the Administrative Agent, the registrar and transfer agent and their affiliates as well as any officer and their heirs, executors and administrators against all losses, liabilities, damages, suits, costs, expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the project advisor, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the Administrative Agent, the registrar and transfer agent and their affiliates or officer or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund or a Sub-Fund is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful default, fraud, or gross negligence; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such an act of wilful misconduct, bad faith or gross negligence.

16.2 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any manager of the General Partner or member of the management board of this latter in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

16.3 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Art. 17. General Meetings of Shareholders.

17.1 Powers and voting rights

(a) Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

(b) Each Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting.

17.2 Convening and participation

(a) The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the first Wednesday of the month of September at 11 a.m. (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day.

(b) The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

(c) A General Meeting of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

(d) If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

(e) Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

(f) A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

(g) Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

(h) Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (i) vote in favour, (ii) vote against, or (iii) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

17.3 Quorum and majority rules

(a) Unless otherwise required by laws or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented at the meeting, it being understood that any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

(b) The General Meeting may amend the Articles only if at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices

published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meeting, resolutions must be adopted by at least two-third of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

(c) In the event that a General Meeting is convened to resolve upon the removal of the General Partner or the entering into any agreement between the Fund and the General Partner, the General Partner shall have to abstain from voting and thus holds no veto right, being entitled only to inform the Limited Shareholders of its opinion on the relevant resolution.

(d) The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

17.4 Bureau and minutes

(a) All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated by the General Partner.

(b) The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutineer, elected by the General Meeting.

17.5 General Meetings in relation to Sub-Fund(s)

(a) The General Partner may at any time convene a general meeting of Shareholders of one or several specific Sub-Fund(s) in order to decide on any matter, which relates exclusively to such Sub-Fund(s).

(b) Legal provisions as well as provisions of these Articles relating to the general meetings of Shareholders of the Fund shall apply to the extent possible mutatis mutandis to the general meetings of Shareholders of one or several specific Sub-Fund(s).

Art. 18. Net Asset Value.

18.1 Calculation of Net Asset Value

(a) Whilst the ultimate responsibility for deciding the strategy and policies for the valuation of the Fund and the Fund's investments rests with the General Partner the following process has been established to seek to ensure that valuations have been subject to appropriate deliberation and review:

(i) the investment advisor of the Fund (the Investment Advisor), operating through the Valuation Committee, in the manner referred to below, will have day to day responsibility for advising the General Partner as to the implementation of the valuation policies and procedures adopted by the General Partner;

(ii) the Investment Advisor has established a valuation committee as stipulated in the Confidential Offering Memorandum (the Valuation Committee). The members of the Valuation Committee shall each have the right to one vote. All recommendations of the Valuation Committee presented to the Board are to be determined by unanimous consent. In the absence of a unanimous valuation recommendation by the Valuation Committee the Board will, acting in its sole discretion, decide the appropriate course of action;

(iii) the Valuation Committee will meet at least quarterly to consider all matters relevant to the valuation of the investments of the Fund. The Valuation Committee will determine the value of the assets of the Fund, including the Projects (as such term is defined in the Confidential Offering Memorandum) based on the data reports and material collated by the Investment Advisor and having regard to all relevant considerations;

(iv) the Board will also retain an independent party (the Independent Party) to conduct an independent review in connection with the semi-annual valuations undertaken by the Valuation Committee (the Independent Review); and

(v) once that process has been concluded, the valuation recommendation will be submitted by the Investment Advisor to the board of the General Partner and the management company of the Master Fund (the Management Company) for approval together with the Independent Review.

(b) In the event that the General Partner does not approve a valuation recommendation, the General Partner may require the Investment Advisor or the Valuation Committee to reconsider its advice and recommendation. Once approved, however, the General Partner will instruct the Investment Advisor to procure that Net Asset Value statements are issued and distributed to investors by the Administrative Agent on at least a semiannual basis and more frequently where it is appropriate to do so. The Investment Advisor anticipates that the first Net Asset Value statement will be as at 31 December 2015 and that informal indications of Net Asset Value will be made available in the quarters where no formal Net Asset Value statement is issued.

(c) If, since the time of determination of the Net Asset Value, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, treat the first valuation as having no effect and carry out a second valuation.

18.2 Valuation Principles

(a) For the duration of the initial subscription period of the Fund as defined in the Confidential Offering Memorandum (the Initial Subscription Period) it is envisaged that all assets and liabilities of the Fund and the Master Fund will be valued

on a cost basis and thereafter that the assets and liabilities of the Fund and the Master Fund will be valued at fair value in compliance with applicable accounting and valuation principles. The General Partner shall use reasonable endeavours to comply with the valuation principles and methodology set out herein but may in its discretion and in good faith, apply any other method of valuation to be used, if it considers that such valuation method better reflects the fair value of any asset of the Fund or the Master Fund.

(b) For the purpose of calculating and reporting the Net Asset Value of a Sub-Fund, the fair value ascertained for the projects of the Sub-Fund and all of the other assets and liabilities attributable to that Sub-Fund will be aggregated.

(c) In considering the appropriate basis or bases of valuation of individual Projects, the General Partner will have regard to appropriate valuation principles and methodologies, including, without limitation, valuations or prices (to the extent available) of similar assets in the same geographical location, discounted cash flow valuation principles, earnings multiples, industry benchmarks, available market prices and any other factors, principles or information which might be considered by the General Partner to be appropriate. The valuation methodologies and approaches will be applied in accordance with the then current International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines (IPEV) and the Management Company may determine that it may be appropriate to apply two or more methodologies to individual Projects and other assets of the Master Fund when considering the valuation policies and methodologies best applied.

(d) It is anticipated that the valuation principles and methodology to be applied to the valuation of the relevant Projects will be influenced (among other things) by the maturity of the relevant Project at the time of valuation. Although each Project will differ it may be that distinct phases of project development in the context of valuation methodologies and their application can be identified.

(e) The initial phase of a Project will occur when it is being established but before it generates any predictable revenues. The General Partner anticipates that over time each Project will begin to generate predictable revenues. However, there can be no certainty at the outset of a Project as to when that Project may move from one phase to another, how long that may take, and indeed whether there may be a period of transition between one phase and another. Equally, therefore, there can be no certainty as to when a Project may evolve from its initial basis of valuation methodology to another basis, or other bases, of valuation methodology. Assessment of the point at which one valuation basis is no longer appropriate and another valuation basis is more appropriate in relation to the Projects will require full consideration of the prevailing facts and merits and it is possible that an interim valuation methodology may apply to any period of transition.

(f) Whilst the General Partner anticipates that the valuation basis or methodology most appropriate during the Initial Subscription Period may be cost, it considers that valuation basis is unlikely to be appropriate for the period following the expiry of the Initial Subscription Period. However, it is not possible to pre-determine the most appropriate valuation basis or methodology to be applied to the Master Fund's investments and it is ultimately a decision for the Management Company having regard to all relevant factors, including the then current IPEV guidelines, the deliberations of the Valuation Committee and the Independent Review.

(g) Any transition from one valuation basis or methodology to another will be given careful consideration by the Management Company and the General Partner after receiving advice from the Investment Advisor acting through the Valuation Committee and following consultation with the Independent Party. The Management Company has agreed with the General Partner that it will take all necessary advice prior to recommending that the Master Fund adopts a new valuation methodology in relation to any individual Project or any other of the Master Fund's assets;

(h) The Management Company reserves the right to apply a different valuation basis to any individual Project or any other of the Fund's assets or change valuation bases from time to time where it considers it appropriate to do so in all the circumstances. Given the probable variety and diversity of Projects to be acquired by the Master Fund it is likely that Projects and other assets within the same Sub-Fund may be valued by the application of different valuation methodologies.

(i) The valuation of the Shares in the Fund will be directly impacted by the valuation of the assets of the Master Fund and the methodology used.

18.3 Net Asset Value

(a) The Net Asset Value of each Sub-Fund will be calculated and expressed in United States Dollars. The Administration Agent shall calculate the Net Asset Value of the Fund, each Sub-Fund, each Class and each Series as at close of business on each valuation date.

(b) The Net Asset Value of individual Sub-Funds (as opposed to the Net Asset Value of the Fund as a whole) and Series will be calculated on each valuation date and/or such other times as the General Partner may determine in order to report the Net Asset Value of the Shares in each Sub-Fund to the relevant Shareholders in that Sub-Fund or for other purposes.

(c) The assets and liabilities of an individual Sub-Fund will be separate and segregated (i.e. ring-fenced) from the assets and liabilities of all other Sub-Funds and accordingly the Net Asset Value of one Sub-Fund will take account only of the investments, assets and liabilities of that Sub-Fund, and not any other. The Sub-Funds will be created at the level of the Fund and replicated at the level of the Master Fund in that the Portfolio Investments will be allocated to one or more Sub-Funds at the Master Fund level which in turn will be linked or allocated to the relevant Sub-Fund at the Fund level.

(d) The assets of the Master Fund (and through their investments in the Master Fund, the Fund and the Sub Funds) will include cash, interest, Projects and related investments including owned or leased land interests, interests in joint-ventures and other structures, land management agreements or concessions, equity interests, interests in local corporate

or other entities, debt or other loan instruments, management or administration or other fees receivable, carbon credits (whether accredited under or within a compliance market or a voluntary market) or other similar environmental assets, contractual rights or financial or intangible assets.

(e) The Net Asset Value of the Fund is the value of the total assets of the Fund less its total liabilities and the Net Asset Value of a Sub-Fund is the value of the total assets of the Sub-Fund less its total liabilities. These assets include the sum of all cash, accrued interest and the value of all portfolio investments held by the Fund or any Sub-Fund. Total liabilities include borrowings and amortised expenses, all accrued expenses (including any accrued management fee(s) and incentive return) and any contingencies (including tax) for which reserves are determined to be required.

(f) The Net Asset Value per Share of a particular Sub-Fund is determined by dividing the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund by the number of Shares in that Sub-Fund. The Net Asset Value per Share of any Series within a Sub-Fund is determined by dividing the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund attributable to that Series by the number of Shares in that Series.

(g) As the Fund (and each Sub-Fund) will invest substantially all of its assets in the Master Fund, the Net Asset Value of the Fund (and each Sub-Fund) will relate to that of the Master Fund and the valuation process and valuation principles (as described above) accordingly relate to the Fund, each Sub-Fund and the Master Fund.

(h) In the absence of bad faith or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the General Partner or the Management Company, or by the Administrative Agent, shall be final and binding on the Fund and the Master Fund and present, past or future Shareholders. Year-end calculations of Net Asset Value are audited and may be subject to adjustment as a result of such audit.

(i) The General Partner in relation to the Fund or the Management Company in relation to the Master Fund may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value and/or redemptions and/or subscriptions and/or transfers during:

(i) any period (other than ordinary holiday or customary weekend closings) when any market is closed which is the main market for a significant part of the Fund's or the Master Fund's investments, or when trading thereon is restricted or suspended;

(ii) any period during which disposal or valuation of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Fund or Master Fund is not practically feasible or if feasible would be possible only on terms materially disadvantageous to any Shareholders;

(iii) any period when for any reason the prices of any investments of the Fund or Master Fund cannot be reasonably, promptly, or accurately ascertained by the Administration Agent;

(iv) any period when remittance of monies which will, or may, be involved in the realisation of, or in the payment for, investments of the Fund or Master Fund cannot, in the reasonable opinion of the General Partner, or the Management Company, as the case may be, be carried out at normal rates of exchange; and

(v) any period when proceeds of the sale or redemption of any Shares cannot be transmitted to or from the Fund's account due to reasons beyond the reasonable control of the Fund.

Any such suspension shall be promptly notified to the Shareholders. All commercially reasonable and practicable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Art. 19. Accounts.

19.1 Financial year and reporting

(a) Other than the first and the last, the Fund's financial year begins on the first of January and shall end on the 31 of December of the relevant calendar year. The first financial year of the Fund begins on the establishment of the Fund and ends on 31 December 2015. The last financial year of the Fund begins on the 1 January of the relevant year and ends on the date of the final liquidation distribution of the Fund.

(b) Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of income and a statement of changes in equity and a cash flow statement, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information enabling Shareholders to make an informed judgement on the development of the activities and of the results of the Fund.

(c) The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

19.2 Reference currency

For regulatory reporting purposes, the Fund shall prepare consolidated accounts in United States Dollars. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in United States Dollars, be converted into United States Dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of all the Sub-Funds.

19.3 Auditor

(a) The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

(b) The auditor shall fulfil the duties of auditors prescribed by the 2007 Law.

Art. 20. Distributions.

(a) The General Partner may in its discretion decide to pay interim dividends at any point in time unless otherwise provided for in the Confidential Offering Memorandum and, in particular, as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

(b) Distributions will be made in accordance with the terms set forth in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications. In any event, no distribution may be made if, as a result, the Net Asset Value of the Fund would fall below EUR 1,250,000.- or equivalent.

(c) Distributions not claimed within five years of their due date will lapse and revert to the Fund or the relevant Sub-Fund (as applicable).

(d) No interest shall be paid on a distribution declared by the General Partner and kept by it at the disposal of its beneficiary.

(e) Any distributions of cash proceeds, either during the life of the Fund or a given Sub-Fund, or upon their liquidation, will be made at the sole discretion of the General Partner and based on the provisions as set forth in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

(f) Distributions shall be paid in the currency of denomination of the relevant Shares and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

(g) The Fund shall not proceed to effect distributions, either by way of distribution of dividends or redemption of Units in any Sub Fund, in the event the net assets of any Sub-Fund would as a consequence fall below the equivalent in the base currency of the Fund of EUR 1,250,000.-.

Art. 21. Liquidation and Merger of Sub-Funds.

21.1 If a Sub-Fund is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the Confidential Offering Memorandum and/or the relevant Sub-Fund Specifications.

21.2 The General Partner may also decide to liquidate one Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund have decreased to, or have not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation. All Shareholders will be notified by the Fund of any decision to liquidate the relevant Sub-Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

21.3 In the same circumstances as provided above, the General Partner may decide to terminate one Sub-Fund and contribute its assets into another existing or new Sub-Fund or into another collective investment vehicle. The General Partner may organise the amalgamation of two or more Sub-Funds if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Sub-Funds. Affected Shareholders will be notified of any such decision and relevant information in relation to the new Sub-Fund. Notice will be provided at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed, without any fees or costs, before the amalgamation is completed.

21.4 Where assets are to be contributed to another collective investment vehicle, the amalgamation will be binding only on Shareholders in the relevant Sub-Fund who expressly consent to such amalgamation. Where the General Partner does not have the authority to do so or where the General Partner determines that the decision should be put to the Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Sub-Fund shall instead be taken at a General Meeting of the relevant Sub-Fund. In such an event, the General Meeting of the Sub-Fund shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting. Shareholders will be notified by the Fund of any resolution to proceed with liquidation or amalgamation at least one month before the effective date of the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, without any fees or costs, before the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund takes place.

21.5 As soon as the decision to liquidate or merge a Sub-Fund is taken, the issue of Shares in such Sub-Fund is prohibited and shall be deemed void.

21.6 Each Sub-Fund may be separately dissolved without impacting any other Sub-Fund. The dissolution of the last Sub-Fund causes ipso jure the liquidation of the Fund.

21.7 The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the relevant Sub-Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund in accordance with the provisions of these Articles.

21.8 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg Caisse de Consignation.

Art. 22. Dissolution and liquidation of the Fund.

22.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in accordance with the conditions prescribed for the amendment of these Articles. The Fund shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Sub-Fund.

22.2 Whenever the share capital falls below two third of the minimum capital indicated in Article 4.4 au-dessus, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

22.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 4.4 au-dessus, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

22.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 22.2 au-dessus or 22.3 au-dessus, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

22.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

Art. 23. Amendments to these Articles. These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

Art. 24. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

- (i) The first accounting year begins on the date of incorporation of the Company and will end on 31 December 2015.
- (ii) The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2016.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed for the following Shares in the Fund:

1. Permian Global General Partner S.à r.l., prenamed and represented as stated above . . .	1 General Partner Share
2. Cambrian Capital General Partner Limited, prenamed and represented as stated above	1,000 Founder Shares
3. Stephen Rumsey prenamed as represented as states above	48,999 Dollar Shares
Total:	50,000 Shares

The shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of fifty thousand US Dollars (USD 50,000.-) is from now on at the free disposal of the Company, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately three thousand euro (EUR 3,000.)

Attestation

The Notary acting in this matter declares that he has checked the existence of the conditions set out in Articles 26 of the Law on Commercial Companies and expressly attests that they have been complied with.

General meeting of the shareholders

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as having received due notice, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the meeting has passed the following resolution:

Sole resolution

The registered office of the Company is 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day named at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said appearing parties signed together with Us, the notary, this original deed.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21 novembre 2014. Relation: EAC/2014/15827. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2015026882/618.

(150030531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Smart Engine International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 175.532.

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of December,

Before Us, Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of Smart Engine International S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 175.532, incorporated pursuant to a deed of Maître Carlo Wersandt, dated 19 February 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 994 dated 25 April 2013 (the Company), the articles of association of which have not been amended.

The Meeting is chaired by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, with professional address at Luxembourg.

The President appointed as Secretary and the Meeting elected as Scrutineer Solange Wolter notary's clerk, with professional address at Luxembourg.

The bureau having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list (the Shareholders). This list and the proxies, after having been signed by the proxyholders of the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II. This attendance list shows that the Shareholders holding the entire share capital of the Company as of this day are represented at the Meeting. The Shareholders declare having been informed on the agenda of the Meeting beforehand and have waived all convening requirements and formalities.

III. The agenda of the Meeting is as follows:

(1) Increase of the share capital of the Company by an amount of one euro (EUR 1), so as to raise it from its current amount of fifty thousand euro (EUR 50,000) to fifty thousand one euro (EUR 50,001) by the issue of one (1) class A redeemable voting share with a nominal value of one euro (EUR 1), having the rights and obligations attached thereto following the amendment of the articles of association of the Company, subject to the payment of a global share premium amounting to three million eight hundred thirty-seven thousand eighty-seven euro (EUR 3,837,087);

(2) Subscription to the share capital increase specified under item (1) above and full payment by Mr. Denis Morozov in his quality as shareholder of the Company of the consideration for the one new class A redeemable voting share, the surplus between the value of the said contribution in cash and the nominal value of the newly issued class A redeemable voting share being transferred to the share premium account of the Company stapled to such newly issued share;

(3) Amendment of articles 5 and 21 of the articles of association of the Company so as to reflect the above resolutions on the capital increase and the share premium stapling.

Now, therefore, the appearing parties, acting through their proxyholder, have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to increase the share capital of the Company by an amount of one euro (EUR 1), so as to raise it from its current amount of fifty thousand euro (EUR 50,000) represented by 32,000 class A redeemable voting shares, 2,500 class B redeemable non-voting shares, 2,000 class C redeemable voting shares, 2,000 class D redeemable voting shares, 2,000 class E redeemable voting shares, 2,000 class F redeemable voting shares, 2,000 class G redeemable voting shares, 2,000 class H redeemable voting shares, 2,000 class I redeemable voting shares, and 1,500 class J redeemable voting shares, to fifty thousand one euro (EUR 50,001) by the issuance of one (1) class A redeemable voting share in registered form with a nominal value of one euro (EUR 1).

Second resolution

The Shareholders resolve to accept and record the subscription to and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

Thereupon, Mr. Denis Morozov, born on March 30, 1973 in Austria, registered at Akademika Volgina Str., 29-2-158, 117437 Moscow, Russia, and residing at 40, Upper Addison Gardens, W14 8AJ, London, United Kingdom, here repre-

sented as shown on the attendance list, declares to subscribe for such new one (1) class A redeemable voting share of the Company having a nominal value of one euro (EUR 1), and to fully pay up such share by way of a contribution in cash of three million eight hundred thirty-seven thousand eighty-eight euro (EUR 3,837,088).

The surplus between the contribution in cash made by Mr. Denis Morozov and the nominal value of the new class A redeemable voting share, being three million eight hundred thirty-seven thousand eighty-seven euro (EUR 3,837,087), shall be transferred to the share premium account of the Company stapled to the share(s) issued on 10 December 2014.

Proof of the full payment of the above mentioned new shares for a total amount of three million eight hundred thirty-seven thousand eighty-eight euro (EUR 3,837,088) has been given to the undersigned notary by a blocking certificate.

Third resolution

The Shareholders resolve to approve the amendment of article 5 of the articles of association of the Company, by modifying its section 5.1. and adding a new section 5.12., as follows:

“ **5.1.** The share capital is set at fifty thousand one euro (EUR 50,001) represented by fifty thousand one (50,001) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up, divided into ten (10) classes of alphabet shares from A to J as follows:

- (i) 32,001 class A redeemable voting shares;
- (ii) 2,500 class B redeemable non-voting shares;
- (iii) 2,000 class C redeemable voting shares;
- (iv) 2,000 class D redeemable voting shares;
- (v) 2,000 class E redeemable voting shares;
- (vi) 2,000 class F redeemable voting shares;
- (vii) 2,000 class G redeemable voting shares;
- (viii) 2,000 class H redeemable voting shares;
- (ix) 2,000 class I redeemable voting shares; and
- (x) 1,500 class J redeemable voting shares.”

“ **5.12.** Each share premium amount paid for specific shares issued on a particular day shall be stapled to such shares.”

Fourth resolution

The Shareholders resolve to approve the amendment of article 21 of the articles of association of the Company as follows:

“ **21. Dissolution and Liquidation.**

21.1 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the general meeting of shareholder(s) of the Company adopted in the manner required for amendment of the Articles. In the event the Company is dissolved, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the general meeting of the shareholder(s) of the Company deciding such liquidation. Such general meeting of shareholder(s) of the Company shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

21.2 After payment of all the debts and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds (the Distributable Amount), if any, shall be distributed to the shareholders in accordance with the following order of priority:

(i) First, class A to J Shares will be entitled to receive the reimbursement of their respective liquidation amount to be made in alphabetical order, beginning with class A voting shares. The liquidation amount of each share in a given class of alphabet shares consist of the sum of the par value of such share and the share premium paid for such share decreased by any amount of the share premium already repaid to the holder of such given share.

(ii) Second, if any distributable amount remains after the payments provided for under item (i) (the Balance), such Balance shall be paid pro rata on all the shares issued and outstanding on a fully diluted basis.”

There being no further business, the meeting is adjourned.

Estimated cost

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately three thousand three hundred Euros (3,300.- EUR).

Declaration

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the proxyholders of the persons appearing, said proxyholders signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dixième jour de décembre,

Par-devant Nous, Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires (l'Assemblée) de Smart Engine International S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 175.532, constituée en vertu d'un acte de Maître Carlo Wersandt, daté du 19 février 2003, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 994 daté du 25 avril 2013 (la Société), dont les statuts n'ont pas été modifiés depuis cette date.

L'Assemblée est présidée par M. Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg.

Le Président nomme en tant que Secrétaire et l'Assemblée élit Solange Wolter, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg, en tant que Scrutateur.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le président déclare et requiert le notaire d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par eux sont indiqués sur une liste de présence (les Actionnaires). Cette liste et les procurations, après avoir été signées par les mandataires des parties comparantes et le notaire, resteront attachées aux présentes aux fins d'enregistrement.

II. Cette liste de présence montre que les Actionnaires détenant l'entière part du capital de la Société en date de ce jour sont représentés à l'Assemblée. Les Actionnaires déclarent avoir été informés préalablement de l'ordre du jour de l'Assemblée et avoir renoncé aux exigences et formalités de convocation.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

(1) Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un euro (EUR 1), de manière à l'augmenter de son montant actuel de cinquante mille euros (EUR 50.000) à cinquante mille et un euro (EUR 50.001) par l'émission d'une (1) action rachetable avec droit de vote de classe A d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1), ayant les droits et obligations y attachés en vertu de la modification des statuts de la Société, sous réserve du paiement d'une prime d'émission globale dont le montant s'élève à trois millions huit cent trente-sept mille quatre-vingt-sept euros (EUR 3.837.087);

(2) Souscription à l'augmentation de capital social précisé sous le point (1) ci-dessus et paiement intégral par M. Denis Morozov en sa qualité d'actionnaire de la Société de la contrepartie pour la nouvelle action rachetable avec droit de vote de classe A, le surplus restant entre la valeur de ladite contribution en numéraire et la valeur nominale de la nouvelle action rachetable avec droit de vote de classe A étant transféré au compte de prime d'émission de la Société attaché à ladite action nouvellement émise;

(3) Modification des articles 5 et 21 des statuts de la Société de manière à refléter les résolutions ci-dessus relatives à l'augmentation de capital et le rattachement de la prime d'émission.

Par conséquent, les parties comparantes, agissant par l'intermédiaire de leur mandataire, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Actionnaires décident d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un euro (EUR 1), de sorte qu'il soit augmenté de son montant actuel de cinquante mille euros (EUR 50.000) représenté par 32.000 actions rachetables avec droit de vote de classe A, 2.500 actions rachetables sans droit de vote de classe B, 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe C, 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe D, 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe E, 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe F, 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe G, 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe H, 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe I, et 1.500 actions rachetables avec droit de vote de classe J, pour atteindre un montant de cinquante mille et un euros (EUR 50.001) par l'émission d'une (1) action rachetable avec droit de vote de classe A sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

Deuxième résolution

Les Actionnaires décident d'accepter et d'acter la souscription et le paiement intégral de l'augmentation du capital social comme suit:

Souscription - Paiement

Par conséquent, M. Denis Morozov, né le 30 mars 1973 en Autriche, inscrit à Akademika Volgina Str., 29-2-158, 117437 Moscou, Russie, et résidant au 40, Upper Addison Gardens, W14 8AJ, Londres, Royaume-Uni, ici représenté tel qu'indiqué sur la liste de présence, déclare souscrire une (1) nouvelle action rachetable avec droit de vote de classe A de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1), et payer intégralement cette action par un apport en numéraire de trois millions huit cent trente-sept mille quatre-vingt-huit euros (EUR 3.837.088).

L'excédent entre l'apport en numéraire réalisé par M. Denis Morozov et la valeur nominale de la nouvelle action rachetable avec droit de vote de classe A, d'un montant de trois millions huit cent trente-sept mille quatre-vingt-sept euros (EUR 3.837.087), sera transféré au compte de prime d'émission de la Société attaché à/aux (l') action(s) émise(s) en date du 10 décembre 2014.

Preuve du paiement intégral des nouvelles parts mentionnées ci-dessus pour un montant total de trois millions huit cent trente-sept mille quatre-vingt-huit euros (EUR 3.837.088) a été documentée au notaire par un certificat de blocage.

Troisième résolution

Les Actionnaires décident d'approuver la modification de l'article 5 des statuts de la Société, par la modification du paragraphe 5.1. et l'ajout d'un nouveau paragraphe 5.12., comme suit:

“ **5.1.** Le capital social est fixé à cinquante mille et un euros (EUR 50.001) représenté par cinquante mille et une (50.001) actions d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées, divisées en dix (10) classes alphabétiques d'actions de A à J comme suit:

- (i) 32.001 actions rachetables avec droit de vote de classe A;
- (ii) 2.500 actions rachetables sans droit de vote de classe B;
- (iii) 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe C;
- (iv) 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe D;
- (v) 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe E;
- (vi) 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe F;
- (vii) 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe G;
- (viii) 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe H;
- (ix) 2.000 actions rachetables avec droit de vote de classe I; et
- (x) 1.500 actions rachetables avec droit de vote de classe J.”

“ **5.12.** Chaque montant de prime d'émission payé pour des actions spécifiques émises à une date particulière sera rattaché à ces actions.”

Quatrième résolution

Les Actionnaires décident d'approuver la modification de l'article 21 des statuts de la Société comme suit:

“ **21. Dissolution et Liquidation.**

21.1 La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'assemblée générale de l'/les actionnaire(s) de la Société adoptée comme en matière de modification des Statuts. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par un ou plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale de l'/les actionnaire(s) de la Société décidant de cette liquidation. Ladite assemblée générale de l'/les actionnaire(s) de la Société déterminera également les pouvoirs et la rémunération du/des liquidateur(s).

21.2 Après paiement de toutes les dettes et charges envers la Société et paiement des frais de liquidation, le produit net de liquidation (le Montant Distribuable), s'il y en a, sera distribué aux actionnaires conformément à l'ordre de priorité suivant:

(i) Premièrement, les Actions de classes A à J auront le droit de recevoir le remboursement de leur montant de liquidation respectif réalisé par ordre alphabétique, en commençant par les actions avec droit de vote de classe A. Le montant de liquidation de chaque action dans une classe alphabétique d'actions donnée consiste en la somme de la valeur nominale de cette action et la prime d'émission payée pour cette action, diminuée par tout montant de prime d'émission déjà payé au détenteur de cette action donnée.

(ii) Deuxièmement, si un montant distribuable subsiste après les paiements mentionnés au point (i) (le Solde), ce Solde sera payé au pro rata sur toutes les actions émises et en circulation sur une base entièrement diluée.”

L'ordre du jour étant épuisé, la réunion est ajournée.

Estimation des frais

Le montant global des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature, dus par la Société ou à charge de la Société en raison du présent acte sont évalués approximativement à trois mille trois cents Euros (3.300.- EUR).

Dont Acte, le présent acte a été établi à Luxembourg, à la date mentionnée en tête des présentes.

Le notaire instrumentant, qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, le texte étant suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Après lecture faite du document aux membres du bureau, ceux-ci ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60742. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026955/219.

(150030892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.

Reasar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 67.792.

L'an deux mille quatorze, le trente décembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de REASAR S.A. (ci-après «la Société»), société anonyme régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-2633 Senningerberg, 6B, route de Trèves, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 67.792, constituée par acte reçu par Maître Edmond Shroeder, alors notaire de résidence à Mersch, en date du 16 décembre 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 171 du 16 mars 1999. Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu en dernier lieu par Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 19 décembre 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 153 du 23 janvier 2009.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nicolas Léonard, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président a nommé en qualité de secrétaire et l'assemblée a désigné comme scrutateur Madame Aline Dalenconte, demeurant professionnellement à Bertrange.

Le président requiert le notaire d'acter ce que:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions détenues par chacun d'entre eux est indiqué sur une liste de présence signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste ainsi que les procurations seront annexées au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain et modification afférente de l'article 2 des statuts.

2. Divers.

Ces faits ayant été approuvés par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social à L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain de sorte que le premier alinéa de l'article 2 des statuts aura désormais la teneur suivante:

«Le siège social est établi à Bertrange.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge relativement au présent acte ont été estimés à environ EUR 700.-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: N. LÉONARD, A. DALENCONTE et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 6 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/331. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2015.

Référence de publication: 2015025419/47.

(150028954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2015.

Little Bridge S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 128.381.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le cinq février,

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu

PROMARK SRL, société de droit italien, ayant son siège social à I-31040 Nervesa Della Battaglia, Via Priula n°78, immatriculée auprès du registre de commerce et de sociétés de TREVISO sous le numéro 166861,

ici représentée par Monsieur Giovanni PATRI, demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 30 Boulevard Royal, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 4 février 2015.

Laquelle procuration restera, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire et le notaire soussigné, annexée aux présentes pour être soumise avec elles à la formalité de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-dessus et représentant l'intégralité du capital souscrit, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1° La comparante est l'actionnaire unique de la société anonyme «LITTLE BRIDGE S.A.», ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 30, Boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 128.381, constituée suivant acte notarié en date du 7 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1459 du 14 juillet 2007 (la «Société») et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

2° Le capital social de la société est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000,-) représenté par trois mille cents (3.100) actions ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune.

3° Par la présente, PROMARK SRL, prénommée, telle que représentée, en sa qualité d'actionnaire unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation. Elle assume la fonction de liquidateur.

4° En cette qualité, l'actionnaire unique déclare que l'activité de la Société a cessé, que le passif connu de la Société a été payé ou provisionné, que l'actionnaire unique est investi de tout l'actif et qu'il s'engage expressément à prendre à sa charge tout passif pouvant éventuellement encore exister à charge de la Société et impayé ou inconnu à ce jour avant tout paiement à sa personne; par conséquent la liquidation de la Société est à considérer comme faite et clôturée.

5° L'universalité des éléments actifs et passifs, sans aucune restriction ni limitation, du patrimoine de la Société sont considérés transférés à leur valeur comptable à l'actionnaire unique à la date d'aujourd'hui. Le transfert de l'universalité des éléments actifs et passifs de la Société sera réalisé en contrepartie de l'annulation des parts sociales détenues par l'actionnaire unique dans la Société.

6° Tous droits et obligations de la Société vis-à-vis des tiers seront pris en charge par l'actionnaire unique.

7° Le liquidateur et actionnaire unique a parfaitement connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

8° Les comptes de la Société relatifs aux exercices sociaux passés sont approuvés à la date de la présente assemblée et le liquidateur et actionnaire unique prend note des comptes de liquidation de la Société et par la présente approuve ces comptes. Le liquidateur et actionnaire unique renonce à l'examen des comptes de liquidation et à l'établissement d'un rapport par un commissaire à la liquidation.

9° Décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire pour l'exécution de leurs mandats.

10° Les livres et documents de la Société seront conservés pendant la durée de cinq (5) ans au siège social de la Société dissoute.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. PATRI et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 10 février 2015. 1LAC/2015/4107. Reçu soixante-quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 13 février 2015.

Référence de publication: 2015026783/52.

(150030951) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2015.